

2° l'instruction visée à l'article 46, alinéa 3, de la loi du 6 juillet 2007 précitée, n'a pas encore été exécutée et les embryons sont donc toujours à la disposition de l'auteur du plan parental survivant.

§ 2. Si la convention visée à l'article 7 de la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes, conclue avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, contient un délai d'implantation ou d'insémination post mortem de deux ans, ce délai est réputé non écrit.

Le centre de fécondation informe les auteurs du projet parental que le délai visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas respecté.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé Publique,

F. VANDENBROUCKE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents. – 55K3393/4
Compte rendu intégral : 29/06/2023

2° de instructie, bedoeld in artikel 46, derde lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007, werd nog niet uitgevoerd en de gameten of embryo's, al naar gelang het geval, zijn derhalve nog beschikbaar voor de overlevende wensouder.

§ 2. Indien de overeenkomst bedoeld in artikel 7 van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtalige embryo's en de gameten, afgesloten voor de datum van inwerkingtreding van deze wet, een termijn voor post-mortem implantatie of -inseminatie bevat van twee jaar, wordt deze termijn voor ongeschreven gehouden.

Het fertiliteitscentrum licht de wensouders in dat de in het eerste lid bedoelde termijn niet wordt gehandhaafd.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,

F. VANDENBROUCKE

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken. – 55K3393/4
Integraal Verslag : 29/06/2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2023/43752]

11 JUILLET 2023. — Loi relative au transport d'hydrogène
par canalisations

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Définitions

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° hydrogène: tout produit constitué principalement de molécules d'hydrogène;

2° qualité de l'hydrogène: le degré de pureté de l'hydrogène et le taux maximum d'impuretés conformément aux normes de qualité de l'hydrogène visées à l'article 17;

3° transport d'hydrogène: le transport de l'hydrogène, via un réseau principalement constitué de canalisations dont la pression maximale de service admissible dépasse 16 bar, mais ne comprenant pas la fourniture, et impliquant toujours le transport:

a) depuis ou vers d'autres pays et la connexion d'infrastructures d'import;

b) depuis et vers les réseaux de distribution d'hydrogène, y compris leur raccordement;

c) vers les grands clients finaux, y compris leur raccordement;

d) depuis les grandes installations de production, y compris leur raccordement;

e) depuis et vers les grandes installations de stockage d'hydrogène, y compris leur raccordement.

4° distribution d'hydrogène: l'activité ayant pour objet de connecter et d'approvisionner en hydrogène, par la voie de réseaux locaux de canalisations, des clients établis sur le territoire d'une ou plusieurs

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2023/43752]

11 JULI 2023. — Wet betreffende het vervoer van waterstof
door middel van leidingen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Definities

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1° waterstof: elk product dat hoofdzakelijk bestaat uit waterstofmoleculen;

2° waterstofkwaliteit: de zuiverheidsgraad van de waterstof en het maximumgehalte aan onzuiverheden overeenkomstig de waterstofkwaliteitsnormen bedoeld in artikel 17;

3° waterstofvervoer: het vervoer van waterstof door een net dat vooral bestaat uit pijpleidingen waarvan de hoogst toelaatbare werkdruk meer dan 16 bar bedraagt, maar de levering zelf niet inbegrepen is, en waarbij het steeds het vervoer betreft:

a) van of naar andere landen en de aansluiting van importinfrastructuur;

b) van en naar de waterstofdistributienetten, inclusief de aansluiting ervan;

c) naar de grote eindafnemers, inclusief de aansluiting ervan;

d) van de grote waterstofproductie-eenheden, inclusief de aansluiting ervan;

e) van en naar de grote waterstofopslagfaciliteiten, inclusief de aansluiting ervan.

4° waterstofdistributie: de werkzaamheid die erin bestaat, via plaatselijke pijpleidingnetten, eindafnemers gevestigd op het grondgebied van één of meer bepaalde gemeenten aan te sluiten en met

communes déterminées, y compris la connexion et l'approvisionnement des petites installations de production et de stockage, mais ne comprenant pas la fourniture;

5° fourniture d'hydrogène: la vente, y compris la revente, à des clients d'hydrogène;

6° entreprise de fourniture: toute personne physique ou morale qui effectue la fourniture d'hydrogène;

7° client final: toute personne physique ou morale qui achète de l'hydrogène pour son propre usage;

8° client: tout client final, tout gestionnaire de réseau de distribution et toute entreprise de fourniture;

9° entreprise d'hydrogène: toute personne physique ou morale qui remplit au moins une des fonctions suivantes: la production, le transport, la distribution, la fourniture, l'achat, la vente ou le stockage d'hydrogène, et qui assure les missions commerciales, techniques et/ou d'entretien liées à ces fonctions, mais qui n'est pas un client final;

10° entreprise de transport d'hydrogène: toute entreprise disposant d'une autorisation de transport d'hydrogène conformément à l'article 4;

11° installation de transport d'hydrogène: toute canalisation de transport d'hydrogène, y compris les réseaux d'hydrogène existants, les bâtiments, les machines et les équipements auxiliaires;

12° canalisation de transport d'hydrogène: toute canalisation destinée au transport d'hydrogène;

13° réseau de transport d'hydrogène: une canalisation de transport d'hydrogène ou un ensemble de canalisations de transport d'hydrogène connectées entre elles ou destinées à être connectées entre elles à terme, à l'exclusion des canalisations faisant partie de terminaux d'hydrogène, et qui sont gérées par le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène;

14° loi gaz: la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations;

15° réseau d'hydrogène existant: une canalisation ou un ensemble de canalisations reliées entre elles et destinées au transport d'hydrogène, gérées par une entreprise de transport d'hydrogène autre que le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, et pour lesquelles les autorisations de transport requises ont été octroyées conformément aux articles 3 à 7 de la loi gaz, y compris les extensions autorisées conformément à l'article 4 de la présente loi;

16° installation de stockage d'hydrogène: une installation de stockage d'hydrogène, y compris la partie d'un terminal d'hydrogène utilisée pour le stockage mais à l'exclusion de la partie utilisée pour les opérations de production et les installations réservées exclusivement aux gestionnaires de réseaux de transport d'hydrogène dans l'exercice de leurs fonctions;

17° terminal d'hydrogène: une installation utilisée pour l'importation d'hydrogène ou d'autres substances, comme des transporteurs organiques liquides d'hydrogène ou des dérivés de l'hydrogène, en vue de leur conversion en hydrogène gazeux et de l'injection de celui-ci dans le réseau de transport d'hydrogène, y compris les équipements auxiliaires et le stockage temporaire nécessaires au processus de conversion et à l'injection ultérieure dans le réseau de transport d'hydrogène, à l'exclusion de toutes les parties du terminal d'hydrogène utilisées pour le stockage;

18° gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène: le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène désigné conformément à l'article 8;

19° utilisateur de réseau: toute entreprise d'hydrogène qui réserve de la capacité sur une installation de transport d'hydrogène;

20° ministre: le ministre fédéral qui a l'Énergie dans ses attributions;

21° Commission: la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz, en abrégé CREG, instituée à l'article 23, § 1^{er}, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

22° Direction générale de l'Énergie: la Direction générale de l'Énergie du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie;

23° autorisation de transport d'hydrogène: une autorisation pour la construction et l'exploitation d'une installation de transport d'hydrogène octroyée conformément aux dispositions de l'article 4 de la présente loi ou des articles 3 à 7 de la loi gaz;

24° "jours ouvrables": chaque jour à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés légaux. Si le délai exprimé en jours ouvrables expire un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, il est prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant.

waterstof te bevoorraden, inclusief de aansluiting en de bevoorrading van kleine productie- en opslageenheden, de levering zelf niet inbegrepen;

5° waterstoflevering: de verkoop, met de wederverkoop inbegrepen, aan afnemers van waterstof;

6° leveringsonderneming: elke natuurlijke of rechtspersoon die de waterstoflevering verricht;

7° eindafnemer: elke natuurlijke of rechtspersoon die waterstof koopt voor eigen gebruik;

8° afnemer: elke eindafnemer, elke distributienetbeheerder en elke leveringsonderneming;

9° waterstofonderneming: elke natuurlijke of rechtspersoon die ten minste één van de volgende functies vervult: de productie, het vervoer, de distributie, de levering, de aankoop, de verkoop of de opslag van waterstof, en die de commerciële, technische en/of onderhoudstaken in verband met deze functies verricht, maar die geen eindafnemer is;

10° waterstofvervoersonderneming: elke onderneming die houder is van een waterstofvervoersvergunning overeenkomstig artikel 4;

11° waterstofvervoersinstallatie: alle waterstofvervoersleidingen, met inbegrip van de bestaande waterstofnetten, gebouwen, machines en accessoire inrichtingen;

12° waterstofvervoersleiding: elke pijpleiding die bestemd is voor het vervoer van waterstof;

13° waterstofvervoersnet: een waterstofvervoersleiding of een geheel van waterstofvervoersleidingen die met elkaar verbonden zijn of op termijn bestemd zijn met elkaar te worden verbonden, met uitsluiting van leidingen die deel van waterstofterminals uitmaken, en die beheerd worden door de waterstofvervoersnetbeheerder;

14° gaswet: de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen;

15° bestaand waterstofnet: een pijpleiding of een geheel van pijpleidingen die met elkaar verbonden zijn en die bestemd zijn voor het waterstofvervoer, die worden beheerd door een waterstofvervoersonderneming die niet de waterstofvervoersnetbeheerder is, en waarvoor de vereiste vervoersvergunningen werden toegekend overeenkomstig artikelen 3 tot 7 van de gaswet, met inbegrip van de overeenkomstig artikel 4 van deze wet toegelaten uitbreidingen;

16° waterstofopslagfaciliteit: een faciliteit voor de opslag van waterstof, met inbegrip van het deel van een waterstofterminal dat voor opslag gebruikt wordt, maar met uitsluiting van het deel dat voor productiewerkzaamheden gebruikt wordt, en van faciliteiten die uitsluitend voorbehouden zijn aan waterstofvervoersnetbeheerders in de uitoefening van hun functies;

17° waterstofterminal: een installatie die wordt gebruikt voor de invoer van waterstof of andere stoffen, zoals vloeibare organische waterstofdragers of waterstofderivaten, met het oog op hun omzetting naar gasvormige waterstof en op de injectie ervan in het waterstofvervoersnet, met inbegrip van de accessoire inrichtingen en tijdelijke opslag die nodig zijn voor het omzettingsproces en de daaropvolgende injectie in het waterstofvervoersnet, met uitsluiting van alle delen van de waterstofterminal die voor opslag worden gebruikt;

18° waterstofvervoersnetbeheerder: de beheerder van het waterstofvervoersnet die is aangewezen overeenkomstig artikel 8;

19° netgebruiker: elke waterstofonderneming die capaciteit reserveert op een waterstofvervoersinstallatie;

20° minister: de federale minister bevoegd voor Energie;

21° Commissie: de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas, afgekort de CREG, opgericht door artikel 23, § 1, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

22° Algemene Directie Energie: de Algemene Directie Energie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie;

23° waterstofvervoersvergunning: een vergunning voor de bouw en exploitatie van een waterstofvervoersinstallatie toegekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 van deze wet of artikelen 3 tot 7 van de gaswet;

24° "werkdagen": elke dag met uitzondering van zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen. Als een termijn, uitgedrukt in werkdagen, op een zaterdag, zondag of een wettelijke feestdag afloopt, wordt hij verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Champ d'application

Art. 3. La présente loi s'applique uniquement aux installations de transport d'hydrogène.

CHAPITRE 2. — *Dispositions relatives à la gestion et aux autorisations pour la construction et l'exploitation de canalisations de transport d'hydrogène*

Régime

Art. 4. § 1^{er}. À compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel visé à l'article 9, § 6, désignant le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, la construction et l'exploitation de toute installation de transport d'hydrogène nécessitent l'octroi préalable d'une autorisation de transport d'hydrogène conformément aux dispositions de l'article 5.

Avant cette date, la construction et l'exploitation de toute installation de transport d'hydrogène nécessitent l'octroi préalable d'une autorisation de transport conformément aux dispositions des articles 3 à 7 de la loi gaz.

§ 2. À compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel visé à l'article 9, § 6, désignant le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, seul le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène est habilité à obtenir des autorisations de transport d'hydrogène.

§ 3. La gestion et l'exploitation de chaque canalisation de transport d'hydrogène sont exclusivement réservées au gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel visé à l'article 9, § 6, le désignant, qui agit soit en qualité de propriétaire et gestionnaire de l'infrastructure concernée, soit en qualité de gestionnaire indépendant désigné par le ministre par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur demande du propriétaire de l'infrastructure conformément à l'article 20, § 3.

Le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène est tenu de respecter les dispositions du chapitre 3 pour la gestion des canalisations dont il est propriétaire ainsi que les dispositions de l'article 23 pour la gestion des canalisations pour lesquelles il est désigné gestionnaire indépendant.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, les articles 3 à 7 de la loi gaz restent applicables aux réseaux d'hydrogène existants tant que ces installations sont exploitées par des entreprises autres que le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène.

Quelles que soient les dispositions de ces autorisations, la gestion de ces installations est soumise aux dispositions contenues dans le chapitre 4.

§ 5. Par dérogation au paragraphe 2 et au paragraphe 3, l'article 5, § 5, détermine les conditions et la procédure selon lesquelles une autorisation de transport d'hydrogène peut être octroyée pour l'extension d'un réseau d'hydrogène existant.

La gestion de ces installations est soumise aux dispositions contenues dans le chapitre 4.

§ 6. Toutes les autorisations de transport d'hydrogène pour lesquelles une demande a été introduite et dont la réception et le caractère complet ont été confirmés avant l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel visé à l'article 9, § 6, désignant le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, sont traitées conformément aux dispositions des articles 3 à 7 de la loi gaz.

Procédure d'octroi

Art. 5. § 1^{er}. Le Roi détermine, après avis de la Commission, les critères d'octroi des autorisations de transport d'hydrogène visées à l'article 4. Ces critères portent entre autres sur:

1° la sûreté et la sécurité de l'installation proposée, y compris les processus opérationnels envisagés pour assurer son démantèlement dans des conditions optimales, le cas échéant;

2° la fiabilité, la compétence technique, la capacité économique et financière du demandeur et la qualité de son organisation;

3° la conformité de l'installation proposée avec le plan de développement du réseau visé à l'article 14.

§ 2. Après avis de la Commission, le Roi fixe la procédure d'octroi des autorisations pour la construction et la gestion des installations de transport d'hydrogène, notamment la forme et le contenu de la demande, la présentation du dossier, les éléments utiles pour la procédure de consultation de la Commission, les raisons pour lesquelles une autorisation peut être refusée, les délais dans lesquels le ministre statue et notifie sa décision au demandeur, les procédures de modification des autorisations de transport d'hydrogène, les cas dans lesquels le ministre peut réviser ou retirer l'autorisation de transport d'hydrogène et les procédures applicables et les conséquences pour

Toepassingsgebied

Art. 3. Deze wet is enkel van toepassing op waterstof- vervoersinstallaties.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen met betrekking tot het beheer en de vergunningen voor de bouw en exploitatie van waterstofvervoersleidingen*

Regime

Art. 4. § 1. Vanaf de inwerkingtreding van het ministerieel besluit bedoeld in artikel 9, § 6, tot aanwijzing van de waterstofvervoersnetbeheerder, vereist de bouw en de exploitatie van elke waterstofvervoersinstallatie de voorafgaande toekenning van een waterstofvervoersvergunning overeenkomstig de bepalingen van artikel 5.

Vóór deze datum vereist de bouw en de exploitatie van elke waterstofvervoersinstallatie de voorafgaande toekenning van een vergunning overeenkomstig de bepalingen van artikelen 3 tot 7 van de gaswet.

§ 2. Vanaf de inwerkingtreding van het ministerieel besluit in artikel 9, § 6, tot aanwijzing van de waterstofvervoersnetbeheerder bedoeld, komt enkel de waterstofvervoersnetbeheerder in aanmerking voor de verkrijging van waterstofvervoersvergunningen.

§ 3. Het beheer en de exploitatie van elke waterstofvervoersleiding is uitsluitend voorbehouden voor de waterstofvervoersnetbeheerder vanaf de inwerkingtreding van het ministerieel besluit bedoeld in artikel 9, § 6, tot zijn aanwijzing, die of optreedt als eigenaar en beheerder van de betrokken infrastructuur of als onafhankelijke beheerder die door de minister bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, is benoemd op aanvraag van de eigenaar van de infrastructuur overeenkomstig artikel 20, § 3.

De waterstofvervoersnetbeheerder is voor het beheer van de pijpleidingen waarvan hij eigenaar is gehouden aan de bepalingen opgenomen in hoofdstuk 3 en voor het beheer van de pijpleidingen waarvoor hij als onafhankelijk beheerder is aangewezen aan de bepalingen van artikel 23.

§ 4. In afwijking van paragraaf 3, blijven artikelen 3 tot 7 van de gaswet, van toepassing op bestaande waterstofnetten zolang deze installaties door andere ondernemingen dan de waterstofvervoersnetbeheerder worden beheerd.

Ongeacht de bepalingen in deze vergunningen is het beheer van deze installaties onderworpen aan de bepalingen opgenomen in hoofdstuk 4.

§ 5. In afwijking van paragraaf 2 en paragraaf 3, bepaalt artikel 5, § 5 de voorwaarden en de procedure waaronder een waterstofvervoersvergunning kan worden toegekend voor de uitbreiding van een bestaand waterstofnet.

Het beheer van deze installaties is onderworpen aan de bepalingen opgenomen in hoofdstuk 4.

§ 6. Alle waterstofvervoersvergunningen waarvoor de aanvraag werd ingediend, en waarvan de ontvangst en volledigheid werd bevestigd voorafgaand aan de inwerkingtreding van het ministerieel besluit bedoeld in artikel 9, § 6, tot aanwijzing van de waterstofvervoersnetbeheerder, worden behandeld overeenkomstig de bepalingen in artikelen 3 tot 7 van de gaswet.

Toekenningsprocedure

Art. 5. § 1. De Koning bepaalt, na advies van de Commissie, de criteria voor de toekenning van waterstofvervoersvergunningen bedoeld in artikel 4. Deze criteria hebben onder meer betrekking op:

1° de veiligheid en de beveiliging van de voorgestelde installatie, met inbegrip van de beoogde operationele processen om de ontmanteling ervan in optimale omstandigheden te waarborgen, indien van toepassing;

2° de betrouwbaarheid, de technische bekwaamheid, de economische en financiële draagkracht van de aanvrager, alsmede de kwaliteit van zijn organisatie;

3° de overeenstemming van de voorgestelde installatie met het netontwikkelingsplan bedoeld in artikel 14.

§ 2. Na advies van de Commissie stelt de Koning de procedure vast voor de toekenning van vergunningen voor de bouw en het beheer van waterstofvervoersinstallaties, met name de vorm en de inhoud van de aanvraag, de indiening van het dossier, de elementen die nuttig zijn voor de adviesprocedure van de Commissie, de redenen waarom een vergunning kan worden geweigerd, de termijnen waarbinnen de minister een beslissing neemt en de aanvrager van zijn beslissing in kennis stelt, de procedures voor wijzigingen van de waterstofvervoersvergunningen, de gevallen waarin de minister de waterstofvervoersvergunning kan herzien of intrekken en de toepasselijke procedures en de gevolgen voor de waterstofvervoersvergunning in geval van een

l'autorisation de transport d'hydrogène en cas de transfert de l'installation de transport ou de changement de contrôle, de fusion ou de scission du titulaire et, le cas échéant, les conditions à remplir dans ces cas et les procédures à suivre pour maintenir ou renouveler l'autorisation de transport d'hydrogène.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, après avis de la Commission, le Roi détermine les critères et une procédure simplifiée pour l'octroi d'une autorisation de transport d'hydrogène au gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène en cas de reprise de l'exploitation ou de la propriété de canalisations pour lesquelles il existe déjà une autorisation de transport valide, y compris les autorisations de transport octroyées conformément aux articles 3 à 7 de la loi gaz, de sorte que ces canalisations puissent continuer à être exploitées pour le transport d'hydrogène, ou pour qu'elles puissent être réutilisées pour le transport d'hydrogène, sur la base des dispositions contenues dans cette autorisation.

§ 4. Dans l'attente de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé aux paragraphes 1^{er} et 2, ou à défaut d'un tel arrêté, le ministre applique l'arrêté royal du 14 mai 2002 relatif à l'autorisation de transport de produits gazeux et autres par canalisations, dans la mesure où ces dispositions sont pertinentes et applicables au transport d'hydrogène par canalisation.

§ 5. Le ministre peut, sur proposition de la Commission, décider de l'octroi d'autorisations de transport d'hydrogène pour l'extension de réseaux d'hydrogène existants sur la base des procédures définies aux paragraphes 1^{er} et 2, en tenant compte des circonstances suivantes:

1° le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène a été invité à étudier la construction et la gestion de cette canalisation ou d'une canalisation équivalente;

2° la compatibilité de la dérogation avec l'intérêt public, évaluée conformément au paragraphe 6.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis de la Commission, la procédure suivant laquelle le ministre peut prendre la décision visée à l'alinéa 1^{er}.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis de la Commission, abroger les paragraphes 5, 6 et 7.

§ 6. Lors de l'évaluation de la compatibilité d'une dérogation avec l'intérêt public en vertu du paragraphe 5, la Commission tient notamment compte des éléments suivants:

1° le plan de développement du réseau le plus récent visé à l'article 14 et, le cas échéant, l'engagement de ce gestionnaire à développer son réseau lui-même dans la zone géographique concernée;

2° le cas échéant, le plan de développement ou les projets de développement des réseaux de distribution d'hydrogène dans la zone géographique concernée;

3° le tracé et les caractéristiques techniques de la canalisation envisagée;

4° la part de marché qui serait approvisionnée par cette canalisation et l'impact éventuel sur les tarifs du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène;

5° l'impact économique de la construction et de la gestion de la canalisation concernée sur les activités du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène;

6° la politique fédérale et européenne en matière d'énergie.

7° les impacts et contraintes techniques ou économiques pour l'utilisateur de réseau, y compris en ce qui concerne la possibilité de raccorder de nouvelles unités de production à un réseau hydrogène existant par un gestionnaire d'un réseau hydrogène existant ou une entreprise associée.

Le cas échéant, la Commission consulte le régulateur régional concerné lors de la préparation du présent avis.

§ 7. Pour l'application des paragraphes 5 et 6, ne sont pas considérées comme des extensions, les modifications des réseaux d'hydrogène existants qui remplissent les deux conditions suivantes:

1° la modification des réseaux d'hydrogène existants n'entraîne pas de changement de la capacité de transport, et;

2° la modification des réseaux d'hydrogène existants n'est pas destinée à raccorder un ou plusieurs nouveaux utilisateurs du réseau.

Les articles 3 à 7 de loi gaz restent applicables à ces modifications pour autant qu'ils soient toujours applicables au réseau d'hydrogène existant concerné conformément à l'article 4, § 4, de la présente loi.

overdracht van de vervoerinstallatie of een wijziging van de zeggenschap, fusie of splitsing van de houder en, indien van toepassing, de voorwaarden waaraan in deze gevallen moet worden voldaan en de procedures die moeten worden gevolgd voor de handhaving of verlenging van de waterstofvervoervergunning.

§ 3. In afwijking van de paragrafen 1 en 2, na advies van de Commissie, bepaalt de Koning de criteria en een vereenvoudigde procedure voor de toekenning van een waterstofvervoervergunning aan de waterstofvervoersnetbeheerder in geval deze de exploitatie of de eigendom overneemt van pijpleidingen waarvoor reeds een geldige vervoersvergunning bestaat, met inbegrip van vervoersvergunningen toegekend overeenkomstig artikelen 3 tot 7 van de gaswet zodat deze pijpleidingen verder kunnen worden uitgebaat voor het vervoer van waterstof, of kunnen worden herbestedemd voor het vervoer van waterstof, op basis van de in die vergunning opgenomen bepalingen.

§ 4. In afwachting van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit bedoeld in de paragrafen 1 en 2, of bij gebreke daarvan, past de minister het koninklijk besluit toe van 14 mei 2002 betreffende de vergunning voor het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, voor zover deze bepalingen relevant en van toepassing zijn op het vervoer van waterstof per pijpleiding.

§ 5. De minister kan op voorstel van de Commissie, besluiten tot het verlenen van waterstofvervoervergunningen voor de uitbreiding van bestaande waterstofnetten op basis van de procedures beschreven in de paragrafen 1 en 2, rekening houdend met volgende omstandigheden:

1° de waterstofvervoersnetbeheerder werd gevraagd de bouw en het beheer van deze leiding of van een gelijkwaardige leiding te onderzoeken;

2° de verenigbaarheid van de uitzondering met het maatschappelijk belang, beoordeeld overeenkomstig paragraaf 6.

De Koning bepaalt, bij besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, en na advies van de Commissie, de procedure overeenkomstig dewelke de minister het besluit kan nemen bedoeld in het eerste lid.

De Koning kan, bij besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, en na advies van de Commissie, de paragrafen 5, 6 en 7 opheffen.

§ 6. Bij de beoordeling van de verenigbaarheid van een uitzondering met het maatschappelijk belang volgens paragraaf 5 houdt de Commissie onder meer rekening met volgende elementen:

1° het meest recente netontwikkelingsplan bedoeld in artikel 14 en, in voorkomend geval, de toezegging van deze beheerder om zijn net in het betrokken geografische gebied zelf te ontwikkelen;

2° in voorkomend geval, het ontwikkelingsplan of de ontwikkelingsprojecten voor de waterstofdistributienetten in het betrokken geografische gebied;

3° de route en de technische kenmerken van de geplande leiding;

4° het marktaandeel dat door deze leiding zou worden bevoorradat en de mogelijke impact op de tarieven van de waterstofvervoersnetbeheerder;

5° de economische impact van de bouw en het beheer van de betrokken leiding op de activiteiten van de waterstofvervoersnetbeheerder;

6° het federaal en Europees energiebeleid.

7° de technische of economische gevolgen en beperkingen voor de netgebruiker, inclusief wat betreft de mogelijkheid tot aansluiting van nieuwe productie-eenheden op een bestaand waterstofnet door een beheerder van een bestaand waterstofnet of een verbonden onderneming.

Desgevallend raadpleegt de Commissie de betrokken gewestelijke regulator bij de opstelling van dit advies.

§ 7. Voor de toepassing van de paragrafen 5 en 6, zijn niet te beschouwen als uitbreidingen, wijzigingen van bestaande waterstofnetten die aan beide van volgende voorwaarden voldoen:

1° de wijziging van bestaande waterstofnetten brengt geen wijziging van de vervoerscapaciteit met zich mee, en;

2° de wijziging van bestaande waterstofnetten is niet bedoeld om één of meer nieuwe netgebruikers aan te sluiten.

De artikelen 3 tot en met 7 van de gaswet blijven derhalve van toepassing op deze wijzigingen mits zij nog steeds van toepassing zijn op het betrokken bestaande waterstofnet overeenkomstig artikel 4, § 4, van deze wet.

Déclaration d'utilité publique

Art. 6. Les installations pour lesquelles une autorisation de transport d'hydrogène a été accordée et tous les travaux réalisés pour leur construction et leur gestion sont considérés comme étant d'utilité publique.

Les articles 9 à 15 de la loi gaz sont applicables aux installations pour lesquelles une autorisation de transport d'hydrogène a été octroyée.

Exigences de sécurité et codes techniques pour les installations de transport d'hydrogène

Art. 7. Les articles 17 et 17/1 de la loi gaz sont applicables aux installations pour lesquelles une autorisation de transport d'hydrogène a été octroyée.

CHAPITRE 3. — *Dispositions relatives au réseau de transport d'hydrogène et au gestionnaire de réseau de transport d'hydrogène*

Principe

Art. 8. Avant qu'une entreprise ne soit désignée comme gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, elle est certifiée conformément à la procédure visée à l'article 9. La Commission est chargée de vérifier le respect des conditions qui y sont attachées, visées à l'article 10.

Après consultation de la Commission et de la Direction générale de l'Énergie, et après délibération en Conseil des ministres, le ministre désigne un gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, conformément à la procédure visée à l'article 9.

Un gestionnaire de réseau de transport d'hydrogène est désigné pour un terme renouvelable de vingt ans. Cinq ans avant l'expiration de son mandat, le gestionnaire du réseau peut demander le renouvellement de sa désignation. Le ministre décide de la demande de renouvellement conformément à la procédure visée à l'article 9.

Procédure

Art. 9. § 1^{er}. Toute entreprise peut introduire sa candidature pour être certifiée et désignée en tant que gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène visé à l'article 8, alinéa 1^{er} dans un délai de nonante jours ouvrables à compter de la date de publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

§ 2. La candidature est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au ministre, avec copies à la Commission et à la Direction générale de l'Énergie.

§ 3. La candidature contient tous les éléments nécessaires pour permettre à la Direction générale de l'Énergie et à la Commission de l'évaluer à la lumière des critères d'évaluation visés à l'article 11.

La candidature contient également tous les éléments nécessaires pour démontrer que le candidat remplit les conditions de certification visées à l'article 10.

À tout moment, la Commission ou la Direction générale de l'Énergie peuvent demander au candidat de fournir, dans un délai de dix jours, toute information complémentaire qu'elles estiment nécessaire à leur examen.

§ 4. Dans les soixante jours ouvrables suivant la fin de la période de dépôt des candidatures visée au paragraphe 1^{er}, la Commission statue sur la demande de certification, conformément à l'article 10. Dans le délai précité, la Commission transmet à la Direction générale de l'Énergie un avis sur les candidats, à la lumière des critères d'évaluation de la désignation visés à l'article 11.

§ 5. Dans les quinze jours ouvrables suivant la réception de l'avis de la Commission, la Direction générale de l'Énergie soumet au ministre un avis sur la désignation d'un des candidats comme gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène.

§ 6. Dans les trente jours ouvrables suivant la réception de l'avis de la Direction générale de l'Énergie et après délibération en Conseil des ministres, le ministre désigne le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène. L'arrêté ministériel désignant le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène est publié au *Moniteur belge* et notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène désigné et aux autres candidats. Le ministre communique l'identité du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène désigné à la Commission européenne.

Conditions de certification

Art. 10. Pour être certifié, le candidat gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène démontre qu'il remplit les conditions suivantes:

Verklaring van openbaar nut

Art. 6. De installaties waarvoor een waterstofvervoersvergunning is verleend en alle werkzaamheden die worden verricht met het oog op de bouw en het beheer ervan, worden geacht van openbaar nut te zijn.

De artikelen 9 tot 15 van de gaswet zijn van toepassing op installaties waarvoor een waterstofvervoersvergunning is toegekend.

Veiligheidsvoorschriften en technische codes voor waterstofvervoersinstallaties

Art. 7. De artikelen 17 en 17/1 van de gaswet zijn van toepassing op installaties waarvoor een waterstofvervoersvergunning is toegekend.

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen met betrekking tot het waterstofvervoersnet en de waterstofvervoersnetbeheerder*

Principe

Art. 8. Voordat een onderneming als waterstofvervoersnetbeheerder wordt aangewezen, wordt zij gecertificeerd overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 9. De Commissie is belast met de controle op de naleving van de hieraan verbonden voorwaarden bedoeld in artikel 10.

Na advies van de Commissie en van de Algemene Directie Energie, en na beraadslaging in de Ministerraad wijst de minister een waterstofvervoersnetbeheerder aan, overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 9.

Een waterstofvervoersnetbeheerder wordt aangewezen voor een hernieuwbare termijn van twintig jaar. Vijf jaar voor het verstrijken van zijn mandaat kan de netbeheerder om de hernieuwing van zijn aanwijzing verzoeken. De minister beslist over de aanvraag tot hernieuwing overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 9.

Procedure

Art. 9. § 1. Elke onderneming kan zijn kandidatuur indienen om te worden gecertificeerd en aangeduid als waterstofvervoersnetbeheerder bedoeld in artikel 8, eerste lid, binnen een termijn van negentig werkdagen te rekenen vanaf de datum van publicatie van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. De kandidatuur wordt per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs bezorgd aan de minister, met kopie aan de Commissie en de Algemene Directie Energie.

§ 3. De kandidatuur bevat alle noodzakelijke elementen teneinde de Algemene Directie Energie en de Commissie toe te laten deze te beoordelen in het licht van de evaluatiecriteria bedoeld in artikel 11.

De kandidatuur bevat eveneens alle noodzakelijke elementen om aan te tonen dat de kandidaat voldoet aan de voorwaarden voor certificering bedoeld in artikel 10.

Op elk moment kunnen de Commissie of de Algemene Directie Energie de kandidaat vragen om binnen een termijn van tien dagen alle bijkomende informatie te verstrekken die zij nodig achten in het kader van hun onderzoek.

§ 4. Binnen zestig werkdagen na afloop van de termijn voor de indiening van de kandidaturen bedoeld in paragraaf 1 beslist de Commissie over de certificatieaanvraag, overeenkomstig artikel 10. Binnen voornoemde termijn bezorgt de Commissie aan de Algemene Directie Energie een advies over de kandidaten, in het licht van de evaluatiecriteria voor aanwijzing bedoeld in artikel 11.

§ 5. Binnen vijftien werkdagen na ontvangst van het advies van de Commissie maakt de Algemene Directie Energie een advies tot aanwijzing van één van de kandidaten als waterstofvervoersnetbeheerder over aan de minister.

§ 6. Binnen dertig werkdagen na ontvangst van het advies van de Algemene Directie Energie, en na beraadslaging in de Ministerraad, wijst de minister de waterstofvervoersnetbeheerder aan. Het ministerieel besluit tot aanwijzing van de waterstofvervoersnetbeheerder wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd en wordt per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs betekend aan de aangewezen waterstofvervoersnetbeheerder en aan de overige kandidaten. De minister deelt de identiteit van de aangewezen waterstofvervoersnetbeheerder mee aan de Europese Commissie.

Voorwaarden voor certificering

Art. 10. Om gecertificeerd te worden toont de kandidaat-waterstofvervoersnetbeheerder aan dat hij beantwoordt aan de volgende voorwaarden:

1° le candidat doit s'engager à être propriétaire des canalisations qui constitueront le réseau de transport d'hydrogène, à l'exclusion des réseaux d'hydrogène existants;

2° le candidat doit être dissocié de toute entité juridique exerçant des activités de production ou de fourniture d'hydrogène, de gaz naturel, de biogaz, de biométhane, d'autres formes de méthane synthétique ou d'électricité; en particulier, il doit s'assurer que:

a) la ou les mêmes personnes ne sont pas autorisées:

(i) à exercer un contrôle direct ou indirect sur une entreprise assurant une des fonctions suivantes: production ou fourniture d'hydrogène, de gaz naturel, de biogaz, de biométhane, d'autres formes de méthane synthétique ou d'électricité, et à exercer un contrôle direct ou indirect ou un quelconque pouvoir sur le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène;

(ii) à exercer un contrôle direct ou indirect sur le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène et à exercer un contrôle direct ou indirect ou un quelconque pouvoir sur une entreprise assurant une des fonctions suivantes: production ou fourniture d'hydrogène, de gaz naturel, de biogaz, de biométhane, d'autres formes de méthane synthétique ou d'électricité;

b) la ou les mêmes personnes ne sont pas autorisées à désigner les membres du conseil de surveillance, du conseil d'administration ou des organes représentant légalement l'entreprise du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, et à exercer un contrôle direct ou indirect ou un quelconque pouvoir sur une entreprise assurant une des fonctions suivantes: production ou fourniture d'hydrogène, de gaz naturel, de biogaz, de biométhane, d'autres formes de méthane synthétique ou d'électricité; et

c) la même personne n'est pas autorisée à être membre du conseil de surveillance, du conseil d'administration ou des organes représentant légalement l'entreprise à la fois d'une entreprise assurant une des fonctions suivantes: production ou fourniture d'hydrogène, de gaz naturel, de biogaz, de biométhane, d'autres formes de méthane synthétique ou d'électricité, et du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène.

Les pouvoirs visés aux a) et b) comprennent en particulier: le pouvoir d'exercer des droits de vote, le pouvoir de désigner les membres du conseil de surveillance, du conseil d'administration ou des organes représentant légalement l'entreprise ou la détention d'une part majoritaire;

3° l'entité juridique proposée par le candidat pour gérer le réseau de transport d'hydrogène peut également être utilisée pour détenir ou exploiter des infrastructures de stockage ou d'import d'hydrogène à condition d'en séparer la forme juridique et de ne jamais être impliquée dans la vente d'énergie autre que pour ses besoins opérationnels propres; en particulier, la séparation juridique précitée n'empêche pas:

a) le détachement de personnel par le candidat gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène auprès des gestionnaires d'infrastructures de stockage ou d'import d'hydrogène, et vice versa;

b) la fourniture de services par le candidat aux gestionnaires d'infrastructures de stockage ou d'import d'hydrogène, et vice versa, ni

c) la mise en place de systèmes de passation de marchés conjoints ou d'entreprises communes destinées à exécuter des tâches spécifiques;

4° l'entité juridique proposée par le candidat pour gérer le réseau de transport d'hydrogène peut également être utilisée pour détenir ou exploiter des infrastructures de transport, de stockage ou d'import de gaz naturel, de biogaz, de biométhane, d'autres formes de méthane synthétique ou d'électricité, à condition d'en séparer la forme juridique et de ne jamais être impliquée dans la vente d'énergie autre que pour ses besoins opérationnels propres; en particulier, la séparation juridique précitée n'empêche pas:

a) le détachement de personnel par le candidat gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène auprès des gestionnaires d'infrastructures de transport, de stockage ou d'import de gaz naturel, de biogaz, de biométhane, d'autres formes de méthane synthétique ou d'électricité, et vice versa;

b) la fourniture de services par le candidat aux gestionnaires d'infrastructures de transport, de stockage ou d'import de gaz naturel, de biogaz, de biométhane, d'autres formes de méthane synthétique ou d'électricité, et vice versa, ni

c) la mise en place de systèmes de passation de marchés conjoints ou d'entreprises communes destinées à exécuter des tâches spécifiques.

Critères d'évaluation pour la désignation

Art. 11. La Direction générale de l'Énergie et la Commission évaluent les candidatures des candidats sur la base des critères suivants:

1° de kandidaat moet zich ertoe verbinden eigenaar te zijn van de pijpleidingen die het waterstofvervoers-net zullen vormen, met uitsluiting van de bestaande waterstofnetten;

2° de kandidaat moet ontvolchten zijn van elke juridische entiteit die zich bezighoudt met de productie of levering van waterstof, aardgas, biogas, biomethaan, andere vormen van synthetisch methaan of elektriciteit; met name moet hij garanderen dat:

a) dezelfde persoon of personen niet het recht hebben om:

(i) direct of indirect zeggenschap uit te oefenen over een onderneming die één van de volgende functies vervult: de productie of levering van waterstof, aardgas, biogas, biomethaan, andere vormen van synthetisch methaan of elektriciteit, en direct of indirect zeggenschap uit te oefenen op of enige rechten uit te oefenen over de waterstofvervoersnetbeheerder;

(ii) direct of indirect zeggenschap uit te oefenen over de waterstofvervoersnetbeheerder en direct of indirect zeggenschap uit te oefenen op of enige rechten uit te oefenen over een onderneming die één van de volgende functies vervult: productie of levering van waterstof, aardgas, biogas, biomethaan, andere vormen van synthetisch methaan of elektriciteit;

b) dezelfde persoon of personen niet het recht hebben om leden aan te wijzen van de raad van toezicht, van de raad van bestuur of van organen die de onderneming van de waterstofvervoersnetbeheerder wettelijk vertegenwoordigen, en om direct of indirect zeggenschap uit te oefenen op, of enige rechten uit te oefenen over een onderneming die één van de volgende functies vervult: productie of levering van waterstof, aardgas, biogas, biomethaan, andere vormen van synthetisch methaan of elektriciteit; en

c) eenzelfde persoon geen recht heeft om lid te zijn van de raad van toezicht, de raad van bestuur of de organen die de onderneming wettelijk vertegenwoordigen, van zowel een onderneming die één van de volgende functies vervult: productie of levering van waterstof, aardgas, biogas, biomethaan, andere vormen van synthetisch methaan of elektriciteit, als van de waterstofvervoersnetbeheerder.

De in de bepalingen onder a) en b) bedoelde rechten omvatten met name: de bevoegdheid om stemrecht uit te oefenen, de bevoegdheid om leden van de raad van toezicht, de raad van bestuur of de organen die de onderneming wettelijk vertegenwoordigen, te benoemen, of het hebben van een meerderheidsaandeel;

3° de door de kandidaat voorgestelde juridische entiteit voor het beheer van het waterstofvervoersnet kan ook gebruikt worden voor het bezit of de exploitatie van wateropslag- of invoerinfrastructuur, op voorwaarde dat de rechtsvorm gescheiden is en dat deze entiteit nooit betrokken is bij de verkoop van energie anders dan voor haar eigen operationele behoeften; met name vormt bovengenoemde juridische scheiding geen beletsel voor:

a) de detachering van personeel door de kandidaat-waterstofvervoersnetbeheerder bij de beheerders van de waterstofopslag- of -invoerinfrastructuur, en vice versa;

b) de levering van diensten door de kandidaat aan de beheerders van waterstofopslag- of invoerinfrastructuur en vice versa; noch

c) het opzetten van gezamenlijke aankoopssystemen of joint ventures voor het uitvoeren van specifieke taken;

4° de door de kandidaat voorgestelde juridische entiteit voor het beheer van het waterstofvervoersnet kan ook worden gebruikt voor het bezit of de exploitatie van infrastructuur voor het vervoer, de opslag of de invoer van aardgas, biogas, biomethaan, andere vormen van synthetisch methaan of van elektriciteit op voorwaarde dat de rechtsvorm gescheiden is en nooit betrokken is bij de verkoop van energie anders dan voor haar eigen operationele behoeften; met name vormt bovengenoemde juridische scheiding geen beletsel voor:

a) de detachering van personeel door de kandidaat-waterstofvervoersnetbeheerder bij de beheerders van vervoers-, opslag- of invoerinfrastructuur voor aardgas, biogas, biomethaan, andere vormen van synthetisch methaan of elektriciteit en vice versa;

b) de levering van diensten door de kandidaat aan beheerders van infrastructuur voor het transport, de opslag of de invoer van aardgas, biogas, biomethaan, andere vormen van synthetisch methaan of elektriciteit, en vice versa; noch

c) het opzetten van gezamenlijke aankoopssystemen of joint ventures voor het uitvoeren van specifieke taken.

Evaluatiecriteria voor aanwijzing

Art. 11. De Algemene Directie Energie en de Commissie beoordelen de kandidaturen van de kandidaten aan de hand van de volgende criteria:

1° la qualité du plan d'entreprise détaillant les ressources financières, techniques, matérielles et humaines que le demandeur entend consacrer au développement d'un réseau de transport d'hydrogène ouvert aux tiers, desservant et reliant, lorsque cela est techniquement faisable et économiquement justifié, les principaux pôles industriels belges, en anticipant l'évolution de la demande du marché et en tenant compte des objectifs de la politique fédérale en matière d'hydrogène, telle que publiée sur le site du SPF Économie;

2° l'expérience du candidat dans la construction ou la gestion d'infrastructures de transport de gaz;

3° l'expérience du candidat dans la gestion d'un réseau ouvert aux tiers ou, en l'absence d'une telle expérience, les compétences dont le candidat peut faire preuve dans la gestion d'un réseau ouvert aux tiers;

4° la couverture territoriale, l'emplacement, la capillarité et les caractéristiques des canalisations de transport appartenant au candidat ou bénéficiant d'un droit d'utilisation à long terme par le candidat, ou qu'il montre ou démontre de manière crédible qu'il sera en mesure d'acquérir avec une probabilité raisonnable dans un avenir proche, qui peuvent être utilisées pour le transport d'hydrogène, soit dans leur état actuel, soit en les convertissant en canalisations de transport d'hydrogène;

5° la manière dont le candidat entend contribuer à l'équilibre et à la flexibilité du système énergétique dans son ensemble, tous vecteurs énergétiques confondus;

6° la contribution à la politique énergétique et climatique belge et européenne, y compris les efforts visant à éviter les émissions de gaz à effet de serre.

Révocation de la certification et de la désignation

Art. 12. § 1^{er}. La Commission contrôle le respect continu par le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène des conditions de certification visées à l'article 10 et de ses obligations en vertu de l'article 13.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène informe la Commission de toute transaction prévue qui peut nécessiter une réévaluation de sa conformité aux conditions de certification visées à l'article 10.

§ 3. La Commission peut à tout moment, de sa propre initiative, rouvrir la procédure de certification en vue de retirer la certification lorsque:

1° elle reçoit une notification telle que visée au paragraphe 2, ou lorsque

2° elle a connaissance d'un changement prévu de droits ou de l'influence exercée par ou sur le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène qui peut entraîner une violation de l'une des conditions de certification visées à l'article 10.

Après avoir entendu le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, la Commission décide la révocation ou non de la certification dans un délai de soixante jours ouvrables suivant la réouverture de la procédure de certification. En cas de révocation de la certification, la Commission détermine les conséquences de cette révocation durant une période transitoire afin d'assurer la continuité du service. La décision est envoyée au ministre et au gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, avec accusé de réception.

§ 4. Le ministre peut, après avoir entendu le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, après consultation de la Commission et après délibération en Conseil des ministres, révoquer la désignation du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène par une décision motivée en cas (i) de violation grave et persistante par le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène des obligations qui lui sont imposées par la présente loi ou (ii) d'une décision de la Commission de révocation de la certification du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène conformément au paragraphe 3. Dans le cas où la désignation du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène est révoquée, le ministre détermine les conséquences de cette révocation durant une période transitoire en vue d'assurer la continuité du service.

La décision de révoquer la désignation est publiée au *Moniteur belge* et notifiée au gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène par lettre recommandée avec accusé de réception. Le ministre en informe la Commission européenne.

1° de kwaliteit van het ondernemingsplan met de financiële, technische, materiële en personeelsmiddelen die de aanvrager wil inzetten voor de ontwikkeling van een waterstofvervoersnetwerk dat openstaat voor derden en dat, voor zover technisch haalbaar en economisch verantwoord, de belangrijkste Belgische industriële clusters bedient en met elkaar verbindt, waarbij wordt geanticieerd op de ontwikkeling van de markt vraag en rekening wordt gehouden met de doelstellingen van het federale waterstofbeleid zoals gepubliceerd op de website van de FOD Economie;

2° de ervaring van de kandidaat met de bouw of het beheer van infrastructuur voor het vervoer van gassen;

3° de ervaring van de kandidaat met het beheer van een net dat openstaat voor derden of, bij gebreke daaraan, de vaardigheden waarvan de kandidaat blijk kan geven met betrekking tot het beheer van een net dat openstaat voor derden;

4° de territoriale dekking, ligging, fijnmazigheid en kenmerken van de vervoerspijpleidingen die eigendom zijn van de kandidaat of waarop de kandidaat een langetermijngebruiksrecht heeft, of waarvan hij aannemelijk maakt of aantoonbaar dat met redelijke waarschijnlijkheid op korte termijn te zullen kunnen verwerven, en die gebruikt kunnen worden voor het vervoer van waterstof, hetzij in hun huidige toestand, hetzij door deze om te bouwen naar waterstofvervoersleidingen;

5° de manier waarop de kandidaat wenst bij te dragen tot het evenwicht en de flexibiliteit van het energiesysteem als geheel, met inbegrip van alle energiedragers;

6° de bijdrage aan het Belgisch en Europees energie- en klimaatbeleid, met inbegrip van de inspanningen die worden beoogd om broeikasgasemissies te vermijden.

Intrekking van de certificering en de aanwijzing

Art. 12. § 1. De Commissie ziet toe op de permanente naleving door de waterstofvervoersnetbeheerder van de certificeringsvoorwaarden bedoeld in artikel 10 en op de uitoefening van zijn verplichtingen krachtens artikel 13.

§ 2. De waterstofvervoersnetbeheerder stelt de Commissie in kennis van elke geplande transactie die een herbeoordeling kan vereisen van zijn naleving van de certificeringsvoorwaarden bedoeld in artikel 10.

§ 3. De Commissie kan op elk ogenblik de certificeringsprocedure op eigen initiatief heropenen met het oog op de intrekking van de certificering wanneer:

1° zij een kennisgeving ontvangt als bedoeld in paragraaf 2, of wanneer

2° zij kennis heeft dat een geplande wijziging van rechten of invloed uitgeoefend op of door de waterstofvervoersnetbeheerder kan leiden tot een inbreuk op één van de certificeringsvoorwaarden bedoeld in artikel 10.

De Commissie beslist, nadat zij de waterstofvervoersnetbeheerder heeft gehoord, binnen zestig werkdagen na de heropening van de certificeringsprocedure of de certificering al dan niet wordt ingetrokken. In geval van intrekking van de certificering bepaalt de Commissie de gevolgen die gedurende een overgangperiode aan deze intrekking worden verbonden, met het oog op de continuïteit van de dienstverlening. De beslissing wordt aan de minister en aan de waterstofvervoersnetbeheerder toegezonden, met ontvangstbewijs.

§ 4. De minister kan, nadat de waterstofvervoersnetbeheerder is gehoord, na raadpleging van de Commissie en na beraadslaging in de Ministerraad, de aanwijzing van de waterstofvervoersnetbeheerder in een gemotiveerde beslissing intrekken in geval van (i) ernstig en aanhoudend verzuim van de waterstofvervoersnetbeheerder om de verplichtingen na te komen die hem krachtens deze wet opgelegd zijn of (ii) een beslissing van de Commissie tot intrekking van de certificering van de waterstofvervoersnetbeheerder overeenkomstig paragraaf 3. In geval van intrekking van de aanwijzing van de waterstofvervoersnetbeheerder bepaalt de minister de gevolgen die gedurende een overgangperiode aan deze intrekking worden verbonden, met het oog op de continuïteit van de dienstverlening.

Het besluit tot intrekking van de aanwijzing wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd en wordt aan de waterstofvervoersnetbeheerder per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs betekend. De minister stelt de Europese Commissie hiervan in kennis.

Tâches du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène

Art. 13. Le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène a les obligations suivantes:

1° s'assurer qu'il continue à remplir les conditions de certification visées à l'article 10 et les conditions de sa désignation en tant que gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène visées à l'article 11;

2° gérer, exploiter et développer le réseau de transport d'hydrogène d'une manière sûre, fiable, efficace et économiquement viable;

3° organiser la gestion technique des flux d'hydrogène sur le réseau de transport d'hydrogène afin de maintenir l'équilibre du réseau, en surveillant l'équilibre avec tous les moyens raisonnables à sa disposition et, si nécessaire, maintenir et rétablir l'équilibre;

4° assurer la capacité du réseau afin de répondre à l'augmentation progressive de la demande de transport d'hydrogène à long terme, évaluée sur la base d'hypothèses raisonnables, y compris le développement de connexions avec d'autres installations de transport d'hydrogène en Belgique et avec des installations de transport d'hydrogène dans les pays voisins;

5° établir tous les deux ans un plan de développement du réseau conformément à l'article 14;

6° fournir des informations transparentes et objectives aux propriétaires ou gestionnaires d'autres réseaux afin d'assurer un développement coordonné et de permettre l'interopérabilité de réseaux interconnectés;

7° assurer un accès non-discriminatoire à son réseau aux utilisateurs de réseau selon les conditions visées à l'article 15;

8° fournir aux utilisateurs de réseau les informations nécessaires pour accéder au réseau de transport d'hydrogène;

9° prendre toutes les mesures raisonnables pour prévenir les émissions d'hydrogène et réduire l'impact environnemental de ses activités;

10° organiser le marché secondaire sur lequel les utilisateurs de réseau échangent entre eux la capacité et la flexibilité, dès qu'il considère que le marché de l'hydrogène est suffisamment mûr, ou à la suite d'une décision de la Commission en ce sens;

11° se conformer aux exigences qui lui sont imposées par la Commission et le ministre dans l'exercice de leurs compétences respectives;

12° soutenir la politique fédérale belge et européenne en matière d'énergie;

13° préserver la confidentialité des informations commercialement sensibles obtenues dans le cadre de l'exercice de ses activités, et empêcher que les informations les concernant qui peuvent être commercialement avantageuses soient divulguées de manière discriminatoire; en particulier, veiller à ce qu'elles ne soient pas divulguées à des entreprises actives dans le domaine de la production et de la fourniture d'hydrogène, de gaz naturel, de biogaz, de biométhane, d'autres formes de méthane synthétique et d'électricité.

Plan de développement du réseau

Art. 14. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène élabore un plan pour le développement du réseau de transport d'hydrogène en collaboration avec la Direction générale de l'Énergie et le Bureau fédéral du Plan, et le cas échéant après concertation avec les autres gestionnaires de réseau de transport d'hydrogène afin de tenir compte de leurs infrastructures existantes et de leurs investissements prévus.

Le plan de développement du réseau est soumis à l'avis de la Commission.

Le plan de développement du réseau est soumis à l'approbation du ministre, qui peut demander au gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène d'effectuer des analyses supplémentaires ou de fournir des informations complémentaires.

Le plan de développement couvre une période d'au moins dix ans. Il est mis à jour tous les deux ans.

Le Roi peut déterminer les modalités de la procédure d'élaboration, d'approbation et de publication du plan de développement du réseau.

§ 2. Le plan de développement du réseau comprend au moins les éléments suivants:

1° une estimation détaillée des besoins en capacités de transport basée sur une consultation publique, indiquant les hypothèses et les scénarios sous-jacents utilisés.

Taken van de waterstofvervoersnetbeheerder

Art. 13. De waterstofvervoersnetbeheerder heeft de volgende verplichtingen:

1° ervoor zorgen dat hij blijft voldoen aan de voorwaarden voor certificering bedoeld in artikel 10 en aan de voorwaarden voor zijn aanwijzing als waterstofvervoersnetbeheerder bedoeld in artikel 11;

2° het waterstofvervoersnet op een veilige, betrouwbare, efficiënte en economisch verantwoorde manier beheren, uitbaten en ontwikkelen;

3° het technisch beheer van de waterstofstromen op het waterstofvervoersnet organiseren om dit net in evenwicht te houden, door met alle redelijke middelen waarover hij beschikt toezicht te houden op het evenwicht en dit zo nodig te handhaven en te herstellen;

4° de capaciteit van het net verzekeren om op lange termijn te voldoen aan de geleidelijke toename van de vraag naar waterstofvervoer, beoordeeld op basis van redelijke hypothesen, met inbegrip van de ontwikkeling van verbindingen met andere waterstofvervoersinstallaties in België en met waterstofvervoersinstallaties in aangrenzende landen;

5° om de twee jaar een netontwikkelingsplan opstellen overeenkomstig artikel 14;

6° de eigenaars of beheerders van andere netten transparante en objectieve informatie verstrekken om een gecoördineerde ontwikkeling te garanderen en de interoperabiliteit van gekoppelde netwerken mogelijk te maken;

7° de netgebruikers een niet-discriminerende toegang tot zijn net garanderen onder de voorwaarden bedoeld in artikel 15;

8° de netgebruikers de informatie verstrekken die nodig is om toegang te krijgen tot het waterstofvervoersnet;

9° alle redelijke maatregelen nemen om waterstofemissies te voorkomen en de milieueffecten van zijn activiteiten te beperken;

10° de secundaire markt organiseren waarop de netgebruikers onderling capaciteit en flexibiliteit verhandelen, zodra hij oordeelt dat de waterstofmarkt hiervoor voldoende matuur is, of na een beslissing van de Commissie in die zin;

11° te voldoen aan de eisen die de Commissie en de minister hem in de uitoefening van hun respectieve bevoegdheden opleggen;

12° het Belgische federale en Europese energiebeleid ondersteunen;

13° de vertrouwelijkheid van commercieel gevoelige gegevens bewaren waarvan hij bij de uitoefening van zijn activiteiten kennis krijgt, en voorkomen dat informatie over deze activiteiten die een commercieel voordeel kan opleveren, op discriminerende wijze wordt vrijgegeven; in het bijzonder ziet hij erop toe dat deze informatie niet wordt doorgegeven aan ondernemingen die actief zijn op het gebied van productie en levering van waterstof, aardgas, biogas, biomethaan, andere vormen van synthetisch methaan en elektriciteit.

Netontwikkelingsplan

Art. 14. § 1. De waterstofvervoersnetbeheerder stelt een plan op voor de ontwikkeling van het waterstofvervoersnet in samenwerking met de Algemene Directie Energie en het Federaal Planbureau, en desgevallend na overleg met de andere waterstofvervoersnetbeheerders teneinde rekening te houden met hun bestaande infrastructuur en geplande investeringen.

Het netontwikkelingsplan is onderworpen aan het advies van de Commissie.

Het netontwikkelingsplan is onderworpen aan de goedkeuring van de minister, die de waterstofvervoersnetbeheerder kan verzoeken aanvullende analyses uit te voeren of aanvullende informatie te verstrekken.

Het ontwikkelingsplan dekt een periode van minstens tien jaar. Het wordt om de twee jaar aangepast.

De Koning kan de nadere regels van de procedure van opstelling, goedkeuring en publicatie van het netontwikkelingsplan bepalen.

§ 2. Het netontwikkelingsplan omvat minstens de volgende elementen:

1° een gedetailleerde raming van de behoeften aan vervoerscapaciteit op basis van een publieke raadpleging, met aanduiding van de gehanteerde onderliggende hypothesen en scenario's.

2° une analyse coûts-bénéfices des différentes options proposées par le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène pour répondre aux besoins identifiés au 1°;

3° le programme d'investissement pour les quatre années suivantes auquel le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène s'engage pour répondre à ces besoins;

4° une analyse de la compatibilité des investissements prévus avec les objectifs climatiques de la Belgique.

Les scénarios visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, sont cohérents avec les scénarios adoptés par les gestionnaires de réseaux de transport belges d'électricité, de gaz naturel et, le cas échéant, de CO₂ pour leurs plans de développement respectifs, ainsi qu'avec les évolutions de la planification des réseaux d'hydrogène, de gaz naturel, d'électricité et de CO₂ au niveau européen. Ces scénarios sont soumis pour consultation aux parties prenantes concernées en vue de vérifier leur caractère réaliste.

§ 3. Sous la supervision de la Commission, le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène utilise tous les moyens raisonnables pour développer les investissements identifiés dans le plan de développement du réseau. Si le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène souhaite s'écarter du plan approuvé en ne réalisant pas certains investissements ou en les modifiant de manière significative, il soumet une demande motivée au ministre, qui décide après avoir consulté la Commission.

§ 4. Si, après consultation du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, la Commission constate que les investissements prévus dans le plan de développement du réseau ne permettent pas au gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène de répondre aux besoins de capacité de manière adéquate et efficace, le ministre peut exiger que le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène modifie le plan de développement afin de remédier à cette situation dans un délai raisonnable.

Accès au réseau de transport d'hydrogène

Art. 15. La Commission adopte un code de conduite relatif à l'accès au réseau de transport d'hydrogène, comprenant des dispositions relatives aux contrats types.

Le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène fournit à la Commission un projet de code de conduite à cette fin, après avoir consulté les utilisateurs du réseau de transport d'hydrogène.

Le code de conduite garantit, entre autres, les principes suivants:

1° tous les utilisateurs ont accès à des conditions non-discriminatoires et transparentes au réseau de transport d'hydrogène et aux services de transport fournis sur ce réseau, sur la base des tarifs approuvés conformément à l'article 16;

2° les conditions d'accès au réseau de transport d'hydrogène et aux services de transport d'hydrogène fournis sur ce réseau contribuent à la concurrence et au commerce transfrontalier efficace de l'hydrogène;

3° le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène ne peut refuser l'accès au réseau de transport d'hydrogène que sur la base d'éléments techniques relatifs aux capacités et au fonctionnement de ce réseau.

Tout refus d'accès est dûment motivé et justifié. Le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène fournit à la Commission les raisons du refus d'accès, ainsi qu'une analyse des investissements potentiels pour satisfaire la demande, y compris les contraintes techniques, les coûts et le délai de mise en œuvre.

La Commission décide si le refus est justifié et raisonnable, en tenant dûment compte de la nécessité de garantir une concurrence saine et durable sur le marché de l'hydrogène.

Tarifs réglementés

Art. 16. § 1^{er}. Le raccordement au, l'utilisation du et l'accès au réseau de transport d'hydrogène sont soumis à une méthodologie tarifaire et à des tarifs préalablement approuvés par la Commission.

§ 2. La Commission établit la méthodologie tarifaire pour la détermination des tarifs applicables au réseau de transport d'hydrogène après avoir consulté le marché.

La méthodologie tarifaire comprend au moins des règles sur:

1° les principes de détermination des tarifs, y compris la manière dont les tarifs reflètent les coûts, les catégories de coûts éligibles, la durée de la période tarifaire, les règles relatives aux changements de tarifs au cours de la période tarifaire et les règles de comptabilisation des coûts;

2° la procédure d'introduction et d'approbation de tarifs, y compris les délais;

2° een kosten-batenanalyse van de verschillende door de waterstofvervoersnetbeheerder voorgestelde mogelijkheden om aan de in de bepaling onder 1° geïdentificeerde behoeften te voldoen;

3° het investeringsprogramma voor de vier volgende jaren waartoe de waterstofvervoersnetbeheerder zich verbindt om aan deze behoeften te voldoen;

4° een analyse van de verenigbaarheid van de geplande investeringen met de klimaatdoelstellingen van België.

De in het eerste lid, 1°, bedoelde scenario's zijn consistent met de scenario's die de Belgische vervoersnetbeheerders voor elektriciteit, aardgas en, in voorkomend geval, CO₂ voor hun respectieve ontwikkelingsplannen hebben aangenomen en met de ontwikkelingen in de planning van waterstof-, aardgas-, elektriciteits- en CO₂-netten op Europees niveau. Deze scenario's worden ter consultatie voorgelegd aan de relevante betrokken partijen teneinde het realistisch karakter ervan te verifiëren.

§ 3. Onder toezicht van de Commissie, gebruikt de waterstofvervoersnetbeheerder alle redelijke middelen om de investeringen te ontwikkelen die zijn aangegeven in het netontwikkelingsplan. Indien de waterstofvervoersnetbeheerder van het goedgekeurde plan wenst af te wijken door bepaalde investeringen niet te realiseren of significant te wijzigen, dient hij daartoe een met redenen omkleed verzoek in bij de minister, die daarover beslist na raadpleging van de Commissie.

§ 4. Indien de Commissie, na raadpleging van de waterstofvervoersnetbeheerder, vaststelt dat de investeringen voorzien in het netontwikkelingsplan de waterstofvervoersnetbeheerder niet in de mogelijkheid stellen om op een adequate en doeltreffende wijze aan de capaciteitsbehoeften te voldoen, kan de minister de waterstofvervoersnetbeheerder verplichten om het ontwikkelingsplan aan te passen teneinde aan deze situatie te verhelpen binnen een redelijke termijn.

Toegang tot het waterstofvervoersnet

Art. 15. De Commissie stelt een gedragscode vast met betrekking tot de toegang tot het waterstofvervoersnet, inclusief bepalingen inzake standaardcontracten.

De waterstofvervoersnetbeheerder bezorgt de Commissie hiervoor, na raadpleging van de gebruikers van het waterstofvervoersnet, een ontwerp van gedragscode.

De gedragscode garandeert onder meer volgende principes:

1° alle gebruikers hebben op niet-discriminerende en transparante wijze toegang tot het waterstofvervoersnet en tot de op dat netwerk aangeboden vervoersdiensten, op basis van de overeenkomstig artikel 16 goedgekeurde tarieven;

2° de toegangsvoorwaarden tot het waterstofvervoersnet en voor de waterstofvervoersdiensten die op dat net worden verleend, dragen bij tot de mededinging en tot efficiënte grensoverschrijdende waterstofhandel;

3° de waterstofvervoersnetbeheerder mag de toegang tot het waterstofvervoersnet alleen weigeren op grond van technische elementen die verband houden met de capaciteiten en de werking van dat net.

Iedere weigering van toegang wordt naar behoren met redenen omkleed en gerechtvaardigd. De waterstofvervoersnetbeheerder verstrekt de Commissie de redenen voor de weigering van toegang, samen met een analyse van de mogelijke investeringen om aan het verzoek te voldoen, inclusief technische beperkingen, kosten en uitvoeringstermijn.

De Commissie besluit of de weigering gerechtvaardigd en redelijk is, waarbij zij naar behoren rekening houdt met de behoefte aan gezonde en duurzame concurrentie op de waterstofmarkt.

Gereguleerde tarieven

Art. 16. § 1. Voor de aansluiting op en het gebruik van, alsmede de toegang tot het waterstofvervoersnet gelden een tariefmethodologie en tarieven die vooraf door de Commissie zijn goedgekeurd.

§ 2. De Commissie stelt de tariefmethodologie vast voor de bepaling van de op het waterstofvervoersnet te hanteren tarieven, na voorafgaande marktraadpleging.

De tariefmethodologie omvat ten minste regels betreffende:

1° de beginselen voor de vaststelling van de tarieven, met inbegrip van de wijze waarop de tarieven de kosten weerspiegelen de categorieën van in aanmerking komende kosten, de duur van de tariefperiode, de voorschriften voor tariefwijzigingen tijdens de tariefperiode en de voorschriften voor de kostentoekening;

2° de procedure voor de invoering en goedkeuring van tarieven, met inbegrip van de termijnen;

3° la nature et la fréquence des documents, rapports et informations financières à fournir par le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène;

4° les conditions et modalités de révision des tarifs pendant la période tarifaire;

5° la méthodologie de calcul du revenu réglementé maximal que le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène peut demander pour l'exécution de ses tâches, visées à l'article 13.

La Commission publie la méthodologie tarifaire sur son site Internet.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène prépare sa proposition tarifaire conformément à la méthodologie tarifaire établie par la Commission.

§ 4. La Commission vérifie si la proposition tarifaire est conforme à la méthodologie tarifaire et conduit à des tarifs qui reflètent les coûts, qui sont objectifs, proportionnés, transparents, non discriminatoires et justifiés par rapport aux objectifs de la présente loi, et assurent au gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène une rémunération raisonnable. Dans ce cas, elle approuve les tarifs.

Si tel n'est pas le cas, la Commission demande au gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène de soumettre une nouvelle proposition tarifaire.

§ 5. Le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène publie les tarifs approuvés sur son site web avant leur entrée en vigueur et les met à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Normes de qualité

Art. 17. Le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène établit des normes de qualité pour le transport d'hydrogène par le réseau de transport d'hydrogène, en tenant compte de toute norme européenne, après avoir consulté les entreprises d'hydrogène établies en Belgique et les gestionnaires de réseaux de transport d'hydrogène des pays voisins. Ces normes de qualité d'hydrogène sont approuvées par le ministre avant leur entrée en vigueur.

Le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène est chargé de contrôler la conformité aux normes de qualité de toute installation de production ou de transport d'hydrogène connectée au réseau de transport d'hydrogène. En cas de non-conformité, le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène informe le ministre. Le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène prend toutes les mesures nécessaires et proportionnées pour remédier à la non-conformité, y compris celles exigées par le ministre.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène peut demander au ministre d'appliquer des normes de qualité différentes à des parties limitées du réseau qu'il gère, à condition que cela soit techniquement justifiable et que les utilisateurs de réseau concernés y consentent. Le ministre peut demander un avis à la Commission afin d'éviter une segmentation inutile du marché sur la base de normes de qualité différentes. En cas d'accord, le ministre définit les conditions et la durée de la dérogation en tenant compte de la place qu'occupent ces canalisations dans le réseau de transport d'hydrogène, et veille à leur respect.

Injonction ministérielle

Art. 18. Après avis de la Commission, le ministre peut obliger le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène à réaliser les connexions ou les améliorations qu'il juge nécessaires, lorsque celles-ci sont économiquement justifiées ou lorsqu'un client s'engage à supporter les coûts supplémentaires.

Subside

Art. 19. Le ministre peut, après avis de la Commission, octroyer des subsides au gestionnaire de réseau de transport d'hydrogène, à sa demande, pour le développement du réseau de transport d'hydrogène sous réserve que les conditions suivantes soient respectées:

1° la demande de subside est introduite par lettre recommandée avec accusé de réception au ministre et le projet est le cas échéant contenu dans le plan de développement du réseau et est en dans tous les cas compatible avec la stratégie hydrogène fédérale et la vision du gouvernement fédéral en matière de développement du réseau de transport d'hydrogène, y compris le raccordement envisagé au réseau de transport d'hydrogène d'un ou de plusieurs pays voisins, le raccordement envisagé de terminaux d'hydrogène et aux installations de stockage d'hydrogène;

2° l'installation de transport d'hydrogène proposée est conçue en tenant compte de la demande future en hydrogène, tant en termes de volume que d'étendue géographique;

3° de aard en de frequentie van de door de waterstofvervoersnetbeheerder over te maken documenten, verslagen en financiële informatie;

4° de voorwaarden en nadere regels voor de herziening van de tarieven tijdens de tariefperiode;

5° de methode voor het berekenen van de maximale gereguleerde inkomsten die de waterstofvervoersnetbeheerder mag aanrekenen voor de uitvoering van zijn taken bedoeld in artikel 13.

De Commissie publiceert de tariefmethodologie op haar website.

§ 3. De waterstofvervoersnetbeheerder stelt zijn tariefvoorstel op overeenkomstig de door de Commissie vastgestelde tariefmethodologie.

§ 4. De Commissie gaat na of het tariefvoorstel in overeenstemming is met de tariefmethodologie en leidt tot tarieven die de kosten weerspiegelen, die objectief, evenredig, transparant, niet-discriminerend en gerechtvaardigd zijn met betrekking tot de doelstellingen van deze wet, en die de waterstofvervoersnetbeheerder een redelijke vergoeding bieden. In dat geval keurt zij de tarieven goed.

Indien dit niet het geval is, verzoekt de Commissie de waterstofvervoersnetbeheerder een nieuw tariefvoorstel in te dienen.

§ 5. De waterstofvervoersnetbeheerder publiceert de goedgekeurde tarieven op zijn website voordat zij van kracht worden en stelt ze ter beschikking van eenieder die daarom verzoekt.

Kwaliteitsnormen

Art. 17. De waterstofvervoersnetbeheerder stelt, rekening houdend met Europese normen, kwaliteitsnormen vast voor het vervoer van waterstof door het waterstofvervoersnet, na overleg met de in België gevestigde waterstofondernemingen en de beheerders van de waterstofvervoersnetten in de buurlanden. Deze waterstofkwaliteitsnormen worden door de minister goedgekeurd voordat zij in werking treden.

De waterstofvervoersnetbeheerder wordt belast met het toezicht op de naleving van de kwaliteitsnormen door elke waterstofproductie- of -vervoersinstallatie die op het waterstofvervoersnet is aangesloten. In geval van niet-naleving brengt de waterstofvervoersnetbeheerder de minister hiervan op de hoogte. De waterstofvervoersnetbeheerder neemt alle nodige en evenredige maatregelen om de niet-naleving te verhelpen, inclusief deze door de minister opgelegd.

In afwijking van het eerste lid kan de waterstofvervoersnetbeheerder de minister verzoeken verschillende kwaliteitsnormen toe te passen op beperkte delen van het net dat hij beheert, op voorwaarde dat dit technisch verantwoord is en de betrokken netgebruikers ermee instemmen. De minister kan hierover de Commissie om een advies vragen om nodeloze marktsegmentatie op grond van verschillende kwaliteitsnormen te vermijden. Indien overeenstemming wordt bereikt, stelt de minister de voorwaarden en de geldigheidsduur van de afwijking vast, rekening houdend met de plaats die deze pijpleidingen in het waterstofvervoersnet innemen, en ziet toe op de naleving ervan.

Ministerieel bevel

Art. 18. Na advies van de Commissie kan de minister de waterstofvervoersnetbeheerder verplichten de aansluitingen of verbeteringen aan te brengen die hij noodzakelijk acht, voor zover deze economisch verantwoord zijn of indien een afnemer zich ertoe verbindt de extra kosten te dragen.

Subsidies

Art. 19. De minister kan aan de waterstofvervoersnetbeheerder, op zijn verzoek, na advies van de Commissie, subsidies verlenen voor de ontwikkeling van het waterstofvervoersnet, mits aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de subsidieaanvraag wordt per aangetekende brief met ontvangstbevestiging ingediend bij de minister en het project is desgevallend vervat in het netontwikkelingsplan, en is in ieder geval verenigbaar met de federale waterstofstrategie en de visie van de federale regering op de ontwikkeling van het waterstofvervoersnet, met inbegrip van de beoogde aansluiting op het waterstofvervoersnet van één of meer buurlanden, en de beoogde aansluiting op de waterstofterminals en op waterstofopslagfaciliteiten;

2° de voorgestelde waterstofvervoersinstallatie wordt ontworpen rekening houdend met de toekomstige waterstofvraag, zowel qua volume als qua geografische omvang;

3° le projet tire profit, lorsque c'est techniquement faisable et économiquement pertinent, de la réaffectation de canalisations existantes;

4° le projet contient un plan d'affaires solide qui démontre la nécessité du subside pour permettre la réalisation du projet avec l'envergure et dans le timing envisagé et qui se base entre autres sur une analyse des coûts et avantages positive spécifique au projet, notamment en termes de sécurité de l'approvisionnement énergétique de la Belgique ou d'innovation. Le plan d'affaires doit prévoir que le montant du subside ne puisse servir à augmenter directement le retour sur investissement des fonds engagés par le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène. Le subside ne peut pas être repris dans la valeur des actifs servant de base de calcul à la rémunération régulée;

5° le subside est uniquement destiné à réduire les coûts d'investissements, et son montant ne peut excéder cinquante pour cent des coûts d'investissements du projet;

6° le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène se conforme aux autres obligations ou autorisations requises par le gouvernement. Les demandes d'autorisations requises doivent avoir été soumises avant l'introduction de la demande de subvention et, en cas de refus définitif de l'une des autorisations requises, la subvention ne sera pas accordée et le droit à toute subvention déjà accordée en vertu du présent article sera perdu.

Dans un délai de quatre mois à compter de la réception de la demande de subvention, le ministre décide de l'intention d'octroyer l'aide, en notifiant et en octroyant la subvention uniquement après que la Commission européenne a déclaré les mesures de soutien contenues dans le présent article compatibles avec le marché intérieur conformément à l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et avec l'application de l'article 4, paragraphe 3, ou de l'article 9, paragraphe 3, du règlement (UE) 2015/1589 du Conseil du 13 juillet 2015 portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ou que le délai dans lequel la Commission européenne est tenue de prendre une décision concernant les mesures de soutien contenues dans le présent article a expiré conformément à l'article 4, paragraphe 6, de ce même règlement.

Les modalités applicables à l'octroi, au paiement et à l'utilisation de la subvention sont précisées dans une convention que le ministre conclut avec le bénéficiaire au plus tard quatre mois après la publication de la décision visée à l'alinéa 1^{er}.

En cas de non-respect des conditions visées à l'alinéa 1^{er}, de la décision d'octroi du subside ou de la convention de subvention visée à l'alinéa 3, le versement du subside est interrompu et le montant du subside est réexaminé et le ministre peut, sans préjudice de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral, prendre les mesures suivantes:

- 1° déclarer le gestionnaire de réseau de transport d'hydrogène en défaut;
- 2° suspendre le paiement du subside;
- 3° imposer des conditions supplémentaires;
- 4° récupérer en tout ou en partie le subside octroyé.

En cas de récupération, le taux de référence européen pour la récupération des aides d'État illégales est appliqué à partir de la date d'octroi du subside.

CHAPITRE 4. — Dispositions relatives aux autres installations de transport d'hydrogène

Gestion des réseaux d'hydrogène existants

Art. 20. § 1^{er}. La gestion des réseaux d'hydrogène existants, y compris les extensions autorisées conformément à l'article 4, § 5, par des entreprises autres que le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène est autorisée.

§ 2. Tout propriétaire d'un réseau d'hydrogène existant peut introduire une demande de désignation du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène comme gestionnaire indépendant de cette installation conformément à l'article 21.

§ 3. Lorsque le ministre désigne le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène comme gestionnaire indépendant d'un réseau d'hydrogène existant conformément à l'article 21, le propriétaire de cette installation et le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène se soumettent à l'article 23.

§ 4. Dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, la Commission établit, après consultation des gestionnaires de réseau de transport d'hydrogène concernés, une méthodologie

3° het project maakt, voor zover technisch haalbaar en economisch relevant, gebruik van de herbesteding van bestaande pijpleidingen;

4° het project bevat een degelijk ondernemingsplan waaruit blijkt dat de subsidie nodig is om het project met de beoogde omvang en binnen het beoogde tijdschema te kunnen uitvoeren en die onder meer gebaseerd is op een positieve project-specifieke kostenbatenanalyse, in het bijzonder met het oog op energiebevoorradingzekerheid van België of innovatie. In het ondernemingsplan moet worden bepaald dat het bedrag van de subsidie niet rechtstreeks mag worden gebruikt om het rendement van de door dewaterstofvervoersnetbeheerder toegezegde middelen te verhogen. De subsidie mag niet worden opgenomen in de waarde van de activa die wordt gebruikt voor de berekening van de gereguleerde vergoeding;

5° de subsidie is uitsluitend bedoeld om de investeringskosten te verminderen; het bedrag van de subsidie mag niet hoger zijn dan vijftig procent van de investeringskosten van het project;

6° de waterstofvervoersnetbeheerder schikt zich naar de overige verplichtingen of vereiste vergunningen vanwege de overheid. Vergunningaanvragen voor vereiste vergunningen moeten worden ingediend voor de indiening van de subsidieaanvraag en bij de definitieve weigering van één van de vereiste vergunningen wordt de subsidie niet verleend en vervalt het recht op een reeds toegekende subsidie op grond van dit artikel.

Binnen vier maanden vanaf de ontvangst van de subsidieaanvraag, beslist de minister over het voornemen tot steuntoekenning, waarbij tot aanmelding wordt overgegaan en waarbij de subsidie slechts wordt verleend nadat de Europese Commissie de steunmaatregelen vervat in dit artikel verenigbaar heeft verklaard met de interne markt overeenkomstig artikel 107 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en met toepassing van artikel 4, derde lid of artikel 9, derde lid van de Verordening (EU) 2015/1589 van de Raad van 13 juli 2015 tot vaststelling van nadere bepalingen voor de toepassing van artikel 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, of de termijn waarbinnen de Europese Commissie gehouden is een beslissing te nemen met betrekking tot de steunmaatregelen vervat in dit artikel is in overeenstemming met artikel 4, zesde lid van die verordening, verstreken.

De modaliteiten die van toepassing zijn op de verlening, de betaling en het gebruik van de subsidie worden gespecificeerd in een overeenkomst die de Minister uiterlijk vier maanden na de bekendmaking van het besluit, bedoeld in het eerste lid, sluit met de begunstigde.

Ingeval van niet-naleving van de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, de beslissing tot verlening van een subsidie of de subsidieovereenkomst bedoeld in het derde lid wordt de betaling van de subsidie gestaakt en wordt de omvang van de subsidie herzien en kan de minister, onverminderd de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de Federale Staat, de volgende maatregelen treffen:

- 1° de waterstofvervoersnetbeheerder in gebreke stellen;
- 2° de uitbetaling van de subsidie opschorten;
- 3° bijkomende voorwaarden opleggen;
- 4° de verleende subsidie geheel of gedeeltelijk terugvorderen.

In geval van terugvordering wordt de Europese referentierentevoet voor terugvordering van onrechtmatig verleende staatssteun toegepast vanaf het tijdstip van de verlening van de subsidie.

HOOFDSTUK 4. — met betrekking tot andere waterstofvervoersinstallaties

Beheer van bestaande waterstofnetten

Art. 20. § 1. Het beheer van bestaande waterstofnetten, met inbegrip van de overeenkomstig artikel 4, § 5, toegelaten uitbreidingen, door andere ondernemingen dan de waterstofvervoersnetbeheerder is toegestaan.

§ 2. Elke eigenaar van een bestaand waterstofnet kan een verzoek tot aanwijzing van de waterstofvervoersnetbeheerder als onafhankelijke beheerder van deze installatie indienen overeenkomstig artikel 21.

§ 3. Indien de minister de waterstofvervoersnetbeheerder overeenkomstig artikel 21 als de onafhankelijke beheerder van een bestaand waterstofnet aanwijst, leven de eigenaar van die installatie en de waterstofvervoersnetbeheerder artikel 23 na.

§ 4. Binnen een jaar na de inwerkingtreding van deze wet stelt de Commissie, na raadpleging van de betrokken waterstofvervoersnetbeheerders een methodologie vast voor de berekening van de waarde

de calcul de la valeur à inclure dans la base d'actifs réglementée en cas de rachat par le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène d'une canalisation pour laquelle il existe déjà une autorisation de transport valide, y compris les autorisations de transport octroyées conformément aux articles 3 à 7 de la loi gaz, en vue de continuer à les exploiter pour le transport d'hydrogène ou pour les réutiliser pour le transport d'hydrogène. Le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène n'est jamais tenu au rachat d'installations existantes.

Procédure de désignation du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène comme gestionnaire indépendant d'un réseau d'hydrogène existant

Art. 21. § 1^{er}. Tout propriétaire d'un réseau d'hydrogène existant peut introduire auprès du ministre une demande de désignation du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène comme gestionnaire indépendant de cette installation.

§ 2. La demande est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au ministre, avec copies à la Commission, à la Direction générale de l'Énergie et au gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène.

§ 3. La demande contient tous les éléments nécessaires pour permettre à la Direction générale de l'Énergie et à la Commission de l'évaluer à la lumière des conditions préalables visées à l'article 22.

À tout moment, la Commission ou la Direction générale de l'Énergie peuvent demander au candidat de fournir, dans un délai de dix jours, toute information complémentaire qu'elles estiment nécessaire à leur examen.

§ 4. Dans les soixante jours ouvrables suivant l'introduction du dossier auprès de la ministre, la Commission transmet à la Direction générale de l'Énergie un avis sur la conformité de la demande de désignation avec les conditions préalables visées à l'article 22.

§ 5. Dans les quinze jours ouvrables suivant la réception de l'évaluation et de l'avis de la Commission, la Direction générale de l'Énergie soumet au ministre un avis sur la désignation du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène comme gestionnaire indépendant du réseau d'hydrogène existant concerné.

§ 6. Dans les trente jours ouvrables suivant la réception de l'avis de la Direction générale de l'Énergie et après délibération en Conseil des ministres, le ministre désigne le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène comme gestionnaire indépendant du réseau d'hydrogène existant concerné. L'arrêté ministériel désignant le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène comme gestionnaire indépendant du réseau d'hydrogène existant est publié au *Moniteur belge* et notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène et au propriétaire du réseau d'hydrogène existant concerné. Le ministre notifie cette désignation à la Commission européenne.

Conditions préalables à la désignation du gestionnaire de réseau de transport d'hydrogène comme gestionnaire indépendant d'un réseau d'hydrogène existant

Art. 22. § 1^{er}. Pour désigner le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène comme gestionnaire indépendant d'un réseau d'hydrogène existant, toutes les conditions suivantes doivent être remplies:

1° le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène démontre qu'il dispose des moyens financiers, techniques, physiques et humains pour l'exécution des obligations qui lui incombent conformément à l'article 23;

2° le propriétaire du réseau d'hydrogène existant démontre sa capacité à se conformer à ses obligations conformément à l'article 23.

§ 2. Lorsque le propriétaire d'un réseau d'hydrogène existant, qui dispose encore d'une autorisation de transport d'hydrogène valide, contacte le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène en vue de le désigner comme gestionnaire indépendant de l'installation concernée, les parties négocient de bonne foi sur le moment et les conditions du transfert. Ces conditions peuvent entre autres porter sur les critères visés à l'article 5, § 3, pour l'obtention d'une autorisation de transport d'hydrogène pour l'installation concernée par le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène. Si les parties ne parviennent pas à un accord dans un délai raisonnable, la Commission détermine, après concertation de la Direction générale de l'Énergie, le moment et les conditions du transfert.

voor opname in de gereguleerde activabasis in geval van een aankoop door de waterstofvervoersnetbeheerder van een pijpleiding waarvoor reeds een geldige vervoersvergunning bestaat, met inbegrip van overeenkomstig artikel 3 tot 7 van de gaswet verleende vervoersvergunningen, met het oog op het verder beheer voor het vervoer van waterstof of op de herbestemming voor het vervoer van waterstof. De waterstofvervoersnetbeheerder is nooit verplicht bestaande installaties te kopen.

Procedure voor de benoeming van de waterstofvervoersnetbeheerder als onafhankelijke beheerder van een bestaand waterstofnet

Art. 21. § 1. Elke eigenaar van een bestaand waterstofnet kan bij de minister een aanvraag indienen om de waterstofvervoersnetbeheerder aan te wijzen als onafhankelijke beheerder van die installatie.

§ 2. De aanvraag wordt per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs naar de minister gestuurd, met afschrift aan de Commissie, de Algemene Directie Energie en de waterstofvervoersnetbeheerder.

§ 3. De aanvraag bevat alle elementen die nodig zijn om de Algemene Directie Energie en de Commissie in staat te stellen deze te beoordelen in het licht van de voorafgaande voorwaarden bedoeld in artikel 22.

De Commissie of de Algemene Directie Energie kan de kandidaat te allen tijde verzoeken om binnen tien dagen alle aanvullende informatie te verstrekken die zij voor hun onderzoek nodig achten.

§ 4. Binnen zestig werkdagen na de indiening van het dossier bij de minister, bezorgt de Commissie aan de Algemene Directie Energie een advies over de voldoening van de aanwijzingsaanvraag aan de voorafgaande voorwaarden bedoeld in artikel 22.

§ 5. Binnen vijftien werkdagen na ontvangst van de beoordeling en het advies van de Commissie, brengt de Algemene Directie Energie een advies uit aan de minister over de aanwijzing van de waterstofvervoersnetbeheerder als onafhankelijke beheerder van het betreffende bestaande waterstofnet.

§ 6. Binnen dertig werkdagen na ontvangst van het advies van de Algemene Directie Energie en na overleg in de Ministerraad, wijst de minister de waterstofvervoersnetbeheerder aan als onafhankelijke beheerder van het bestaande waterstofnet. Het ministerieel besluit waarbij de waterstofvervoersnetbeheerder als onafhankelijke beheerder van het bestaande waterstofnet wordt aangewezen, wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs meegedeeld aan de waterstofvervoersnetbeheerder en aan de eigenaar van het betreffende bestaande waterstofnet. De minister geeft deze aanwijzing ter kennis aan de Europese Commissie.

Voorafgaande voorwaarden voor de aanwijzing van de waterstofvervoersnetbeheerder als onafhankelijke beheerder van een bestaand waterstofnet

Art. 22. § 1. Om de waterstofvervoersnetbeheerder aan te wijzen als onafhankelijke beheerder van een bestaand waterstofnet, moet aan alle volgende voorwaarden worden voldaan:

1° de waterstofvervoersnetbeheerder toont aan dat hij over de financiële, technische, fysieke en personele middelen beschikt om de hem overeenkomstig artikel 23 opgedragen verplichtingen uit te voeren;

2° de eigenaar van het bestaande waterstofnet toont aan te kunnen voldoen aan zijn verplichtingen overeenkomstig artikel 23.

§ 2. Wanneer de eigenaar van een bestaand waterstofnet, die nog over een geldige waterstofvervoersvergunning beschikt, contact opneemt met de waterstofvervoersnetbeheerder met het oog op zijn aanwijzing als onafhankelijke beheerder van het betreffende bestaande waterstofnet, onderhandelen de partijen te goeder trouw over het tijdstip en de voorwaarden van de overdracht. Deze voorwaarden kunnen onder andere de criteria omvatten waarnaar in artikel 5, § 3, wordt verwezen voor het verkrijgen van een waterstofvervoersvergunning voor de betrokken installatie door de waterstofvervoersnetbeheerder. Wanneer de partijen binnen een redelijke termijn geen overeenkomst bereiken, bepaalt de Commissie, na raadpleging van de Algemene Directie Energie, dit tijdstip en de voorwaarden van overdracht.

Droits et obligations des parties suite à la désignation du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène comme gestionnaire indépendant d'un réseau d'hydrogène existant

Art. 23. § 1^{er}. Chaque gestionnaire indépendant d'un réseau d'hydrogène existant est responsable:

1° d'accorder l'accès aux tiers et de gérer cet accès conformément à l'article 15, y compris la perception des redevances d'accès et des redevances de congestion pour l'exploitation, l'entretien et le développement du réseau de transport d'hydrogène;

2° d'assurer la capacité à long terme du réseau à satisfaire une demande raisonnable, et à cet effet établir un programme adéquat des investissements en fonction du développement du réseau de transport d'hydrogène conformément à l'article 14.

§ 2. Le propriétaire du réseau d'hydrogène existant visé au paragraphe 1^{er} est tenu d'assurer:

1° la coopération nécessaire avec le gestionnaire indépendant et le soutien à celui-ci pour l'exécution de ses obligations y compris, la communication de toutes les informations pertinentes;

2° le financement des investissements prévus par le gestionnaire indépendant et approuvés par la Commission, ou accepter que ces investissements soient financés par une partie intéressée, y compris le gestionnaire indépendant du réseau de transport d'hydrogène. Les dispositions financières applicables sont approuvées par la Commission. Avant de donner cette approbation, la Commission consulte le propriétaire du réseau de transport d'hydrogène ainsi que d'autres parties intéressées;

3° la couverture de la responsabilité relative aux actifs du réseau, à l'exception de la responsabilité liée aux tâches du gestionnaire indépendant, et;

4° qu'il offre les garanties destinées à faciliter le financement des extensions de réseau, à l'exception des investissements pour lesquels il a accepté, conformément au 2°, qu'ils soient financés par une partie intéressée, y compris le gestionnaire indépendant.

§ 3. En étroite collaboration avec la Commission, l'Autorité belge de la concurrence est chargée de contrôler le respect par le propriétaire du réseau d'hydrogène existant visé au paragraphe 1^{er} de ses obligations visées au paragraphe 2.

§ 4. Le propriétaire de l'installation de transport concernée a droit à une rémunération équitable pour l'utilisation de l'installation, qui est versée par le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène. Pour le calcul de cette rémunération équitable, la Commission établit une méthodologie qui détermine les recettes admissibles, nécessaires pour assurer la sécurité et la qualité du réseau, et qui définit le seuil de rentabilité des actifs réglementés.

§ 5. Le propriétaire du réseau d'hydrogène existant n'est pas responsable de l'octroi et de la gestion de l'accès des tiers, ni du programme des investissements.

CHAPITRE 5. — *Compte de régulation*

Compte de régulation

Art. 24. Un compte de régulation est créé au nom du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène. Si des coûts d'exploitation inférieurs ou des recettes supplémentaires par rapport aux recettes régulées maximales autorisées, calculées selon la méthode visée à l'article 16, § 2, 5°, donnent lieu à une situation de bonus pour le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, ce compte sera crédité du montant correspondant. En cas de malus, ce compte sera débité des recettes manquantes par rapport aux recettes régulées autorisées.

Les revenus du compte de régulation peuvent être utilisés pour réduire les tarifs du réseau de transport d'hydrogène, dans les conditions déterminées par la méthodologie tarifaire visée à l'article 16.

CHAPITRE 6. — *Missions et compétences de la Commission*

Compétences de la Commission

Art. 25. La Commission est l'autorité de régulation indépendante en matière de transport d'hydrogène. Elle veille à la mise en œuvre effective des règles contenues dans la présente loi et en contrôle le respect.

La Commission remplit les missions et reçoit les compétences qui lui sont attribuées par les articles 15/14 à 15/18bis de la loi gaz, dans la mesure où ces dispositions sont pertinentes, applicables et nécessaires pour l'application de la présente loi.

Rechten en verplichtingen van de partijen na de aanwijzing van de waterstofvervoersnetbeheerder als onafhankelijke beheerder van een bestaand waterstofnet

Art. 23. § 1. Iedere onafhankelijk beheerder van een bestaand waterstofnet is verantwoordelijk voor:

1° het verlenen en beheren van toegang tot het net voor derden overeenkomstig artikel 15, inclusief het innen van toegangsvergoedingen en congestievergoedingen voor de exploitatie, het onderhoud en de ontwikkeling van het waterstofvervoersnet;

2° het waarborgen dat het waterstofvervoersnet op langere termijn in staat is aan een redelijke vraag te voldoen en daartoe een afdoende investeringsprogramma in functie van de ontwikkeling van het waterstofvervoersnet vast te stellen overeenkomstig artikel 14.

§ 2. De eigenaar van het bestaand waterstofnet bedoeld in paragraaf 1, is gehouden tot:

1° de nodige samenwerking met en ondersteuning van de onafhankelijke beheerder voor de uitvoering van zijn verplichtingen, inclusief het meedelen van alle relevante informatie;

2° de financiering van de door de onafhankelijke beheerder geplande en door de Commissie goedgekeurde investeringen, of ermee instemen dat die investeringen door een belanghebbende partij, waaronder de onafhankelijke waterstofvervoersnetbeheerder, worden gefinancierd. De toepasselijke financiële regelingen worden goedgekeurd door de Commissie. Alvorens deze goedkeuring te geven, raadpleegt de Commissie de eigenaar van het waterstofvervoersnet alsook andere belanghebbende partijen;

3° de dekking van de aansprakelijkheid met betrekking tot de netactiva, met uitzondering van de aansprakelijkheid die verband houdt met de taken van de onafhankelijke beheerder, en;

4° het geven van de waarborgen teneinde de financiering van netuitbreidingen te vergemakkelijken, met uitzondering van die investeringen waarvoor, overeenkomstig de bepaling onder 2°, heeft ingestemd dat zij door een belanghebbende partij, waaronder de onafhankelijke beheerder, worden gefinancierd.

§ 3. In nauwe samenwerking met de Commissie staat de Belgische Mededingingsautoriteit in voor de controle op de naleving door de eigenaar van het bestaande waterstofnet bedoeld in paragraaf 1 van zijn verplichtingen bedoeld in paragraaf 2.

§ 4. De eigenaar van de betrokken vervoersinstallatie heeft voor het gebruik van deze installatie recht op een billijke vergoeding, die door de waterstofvervoersnetbeheerder wordt betaald. Voor de berekening van deze billijke vergoeding stelt de Commissie een methodologie op die de toegestane inkomsten bepaalt, die nodig zijn om de veiligheid en de kwaliteit van het net te garanderen, en die de rendementsdrempel voor de gereguleerde activabasis vastlegt.

§ 5. De eigenaar van het bestaande waterstofnet is niet bevoegd voor het verlenen en beheren van toegang voor derden, noch voor het investeringsprogramma.

HOOFDSTUK 5. — *Reguleringsrekening*

Reguleringsrekening

Art. 24. Er wordt een reguleringsrekening gecreëerd op naam van de waterstofvervoersnetbeheerder. Wanneer lagere exploitatiekosten of extra inkomsten boven de maximaal toegestane gereguleerde inkomsten, berekend volgens de in artikel 16, § 2, 5°, bedoelde methode, aanleiding geven tot een bonussituatie voor de waterstofvervoersnetbeheerder, wordt deze rekening met het overeenkomstige bedrag gecrediteerd. In een malussituatie wordt deze rekening gedebiteerd met de ontbrekende inkomsten ten opzichte van de toegestane gereguleerde inkomsten.

De inkomsten uit de reguleringsrekening kunnen worden gebruikt om de waterstofvervoersnettarieven te verlagen, onder de voorwaarden die in de tariefmethodologie bedoeld artikel 16 zijn vastgesteld.

HOOFDSTUK 6. — *Taken en bevoegdheden van de Commissie*

Bevoegdheden van de Commissie

Art. 25. De Commissie is de onafhankelijke reguleringsinstantie voor wat het vervoer van waterstof betreft. Zij zorgt voor de daadwerkelijke uitvoering van de in deze wet vervatte voorschriften en ziet toe op de naleving ervan.

De Commissie vervult de taken en krijgt de bevoegdheden die haar zijn toegewezen bij de artikelen 15/14 tot 15/18bis van de gaswet, voor zover deze bepalingen relevant, toepasselijk en noodzakelijk zijn voor de toepassing van deze wet.

Le budget annuel et les comptes annuels de la Commission, approuvés conformément à l'article 25, § 5, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, prennent spécifiquement en compte les missions qui lui sont attribuées par la présente loi

Recours

Art. 26. § 1^{er}. Les décisions de la Commission prises en application de la présente loi peuvent faire l'objet d'un recours devant la Cour des marchés, siégeant comme en référé. De même, si la Commission ne prend pas de décision dans le délai prescrit par ou en vertu de la présente loi, la partie la plus diligente peut soumettre le litige à la Cour des marchés.

§ 2. Toute personne justifiant d'un intérêt peut introduire le recours visé au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Le ministre ou toute partie intéressée peut intervenir dans l'affaire dans un délai de trente jours à compter de la publication de la requête sur le site internet de la Commission, conformément au paragraphe 4, alinéa 5.

§ 4. Le recours visé au paragraphe 1^{er} est introduit, à peine d'irrecevabilité déclarée d'office, par le dépôt d'une requête au greffe de la Cour d'appel de Bruxelles, accompagnée de la décision attaquée, dans les trente jours de la notification de la décision ou, à défaut de notification, à partir de la publication de la décision ou, à défaut de publication, à partir de la prise de connaissance de la décision.

Lorsque la Commission ne prend pas de décision dans le délai prescrit par ou en vertu de la présente loi, la partie concernée peut mettre la Commission en demeure de prendre une décision. L'absence de décision à l'issue d'un délai de quarante-cinq jours à compter du jour de la mise en demeure vaut décision de rejet de la demande. La partie concernée peut, dans les trente jours suivant l'expiration du délai de quarante-cinq jours à compter du jour de la mise en demeure, introduire un recours contre la décision implicite de rejet de la Commission.

Sous peine de nullité, la requête contient:

1° le jour, le mois et l'année;

2° si le requérant est une personne physique, ses nom, prénoms, profession et domicile et, le cas échéant, son numéro d'entreprise; si le requérant est une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique, son siège et la qualité de la personne ou de l'organe qui la représente et, le cas échéant, son numéro d'entreprise;

3° l'adresse de la Commission;

4° un exposé complet des moyens; sans préjudice de l'article 748 du Code judiciaire, aucun moyen nouveau ne peut être développé par le requérant pendant la mise en état de l'affaire, à l'exception des moyens qui peuvent être soulevés par la Cour des marchés et par les parties à tout moment de la procédure jusqu'à la clôture des débats;

5° l'indication du lieu, du jour et de l'heure de la comparution tels que déterminés par le greffier de la cour d'appel;

6° la signature du requérant ou de son avocat.

Si la requête contient des informations que le requérant considère comme confidentielles, il doit l'indiquer expressément et déposer également, à peine de nullité, une version non confidentielle de la requête.

Le greffe de la cour d'appel notifie immédiatement à la Commission, par pli judiciaire, la requête et, le cas échéant, sa version non confidentielle. La Commission publie la version non confidentielle de la requête sur son site Internet.

L'audience d'introduction a lieu au moins huit jours après la date de notification de la requête visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 5. Le dossier administratif initial de la Commission est communiqué aux autres parties avec les conclusions de la Commission.

La Commission indique pour chaque document de son dossier s'il est confidentiel ou non, et dans l'affirmative, vis-à-vis de qui la confidentialité est justifiée. Les documents confidentiels ne sont pas transmis aux parties. S'il est possible d'établir une version non confidentielle des documents confidentiels, seule la version non confidentielle est transmise aux parties.

De overeenkomstig artikel 25, § 5, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt goedgekeurde begroting en de jaarrekening van de Commissie houden specifiek rekening met de taken die haar door deze wet zijn opgedragen.

Beroep

Art. 26. § 1. Tegen de beslissingen van de Commissie, genomen in toepassing van deze wet, kan beroep worden ingesteld bij het Marktenhof, zetelend zoals in kort geding. Evenzo kan, indien de Commissie geen beslissing neemt binnen de bij of krachtens deze wet gestelde termijn, de meest gereede partij het geschil voorleggen aan het Marktenhof.

§ 2. Iedere persoon die een belang aantoont, kan het in paragraaf 1 bedoelde beroep instellen.

§ 3. De minister of een belanghebbende partij kan binnen dertig dagen na de bekendmaking van het verzoekschrift op de website van de Commissie overeenkomstig paragraaf 4, vijfde lid, in de zaak tussenkomen.

§ 4. Het in paragraaf 1 bedoelde beroep wordt, op straffe van ambtshalve uitgesproken onontvankelijkheid, ingesteld door neerlegging van een verzoekschrift ter griffie van het hof van beroep te Brussel, waarbij de bestreden beslissing is gevoegd, binnen dertig dagen te rekenen vanaf de betekening van de beslissing of, bij gebreke daarvan, vanaf de bekendmaking van de beslissing of, bij gebreke daarvan, vanaf de dag waarop van de beslissing kennis is genomen.

Wanneer de Commissie geen beslissing neemt binnen de bij of krachtens deze wet gestelde termijn kan de betrokken partij de Commissie in gebreke stellen om een beslissing te nemen. Bij het uitblijven van een beslissing na afloop van een termijn van vijftienveertig dagen, te rekenen vanaf de dag van de ingebrekestelling, wordt het stilzwijgen beschouwd als een beslissing tot afwijzing van het verzoek. De betrokken partij kan, binnen dertig dagen na het verstrijken van de termijn van vijftienveertig dagen te rekenen vanaf de dag van de ingebrekestelling, een beroep instellen tegen de stilzwijgende beslissing tot afwijzing van de Commissie.

Op straffe van nietigheid bevat het verzoekschrift:

1° de dag, de maand en het jaar;

2° indien de verzoeker een natuurlijke persoon is, zijn naam, voornamen, beroep en woonplaats en, in voorkomend geval, zijn ondernemingsnummer; indien de verzoeker een rechtspersoon is, zijn naam, rechtsvorm, zetel en de hoedanigheid van de persoon of het orgaan die hem vertegenwoordigt en, in voorkomend geval, zijn ondernemingsnummer;

3° het adres van de Commissie;

4° een volledige uiteenzetting van de middelen; onverminderd artikel 748 van het Gerechtelijk Wetboek, kan geen enkel nieuw middel door de verzoeker worden ontwikkeld tijdens de voorbereiding van de zaak, met uitzondering van de middelen die op elk ogenblik van de procedure, tot aan de sluiting van de debatten, door het Marktenhof en door de partijen kunnen worden opgeworpen;

5° een aanduiding van de plaats, de dag en het uur van de verschijning vastgesteld door de griffier van het hof van beroep;

6° de handtekening van de verzoeker of van zijn advocaat.

Indien het verzoekschrift gegevens bevat die de verzoeker als vertrouwelijk beschouwt, vermeldt hij dit uitdrukkelijk en dient hij ook een niet-vertrouwelijke versie van het verzoekschrift in, op straffe van nietigheid.

De griffie van het hof van beroep stelt de Commissie onverwijld per gerechtsbrief in kennis van het verzoekschrift en, in voorkomend geval, van de niet-vertrouwelijke versie ervan. De Commissie publiceert de niet-vertrouwelijke versie van het verzoekschrift op haar website.

De inleidende hoorzitting vindt plaats ten minste acht dagen na de datum van kennisgeving van het verzoekschrift bedoeld in het eerste lid.

§ 5. Het oorspronkelijke administratief dossier van de Commissie wordt samen met de bevindingen van de Commissie aan de andere partijen meegedeeld.

De Commissie geeft voor elk document in haar dossier aan of het al dan niet vertrouwelijk is, en zo ja, ten aanzien van wie de vertrouwelijkheid gerechtvaardigd is. Vertrouwelijke documenten worden niet aan de partijen toegezonden. Indien het mogelijk is een niet-vertrouwelijke versie van de vertrouwelijke documenten op te stellen, wordt alleen deze niet-vertrouwelijke versie aan de partijen toegezonden.

La Cour des marchés statue sur tout litige concernant la confidentialité des documents. La Cour des Marchés a accès à l'ensemble du dossier administratif, y compris les documents confidentiels.

§ 6. Le recours visé au paragraphe 1^{er} n'a pas d'effet suspensif, sauf lorsqu'il est dirigé contre une décision imposant une amende administrative.

Toutefois, la Cour des marchés peut, à la demande du requérant dans sa requête et par une décision prise conformément à la loi, suspendre, en tout ou en partie, l'exécution de la décision de la Commission jusqu'au jour du prononcé de l'arrêt.

La suspension de l'exécution ne peut être ordonnée qu'en cas d'urgence et seulement s'il existe des motifs sérieux d'annuler la décision attaquée et si la balance des intérêts est en faveur de la suspension demandée.

§ 7. À la demande d'une partie adverse ou d'une partie intervenante, la Cour des marchés indique quelles conséquences des décisions individuelles annulées doivent être considérées comme définitives ou provisoirement maintenues pendant le délai qu'elle détermine.

Une telle mesure ne peut être ordonnée que pour des motifs exceptionnels justifiant une violation du principe de légalité, par une décision spécifiquement motivée sur ce point et à l'issue d'un débat contradictoire. Cette décision peut tenir compte des intérêts de tiers.

CHAPITRE 7. — Sanctions

Sanctions

Art. 27. Les articles 17/2 à 20/5 de la loi gaz sont applicables à la présente loi.

CHAPITRE 8. — Dispositions modificatives et finales

Disposition finale

Art. 28. Sauf mention expresse contraire dans la présente loi, les dispositions de la loi gaz ne s'appliquent pas au transport d'hydrogène.

Modification de la loi gaz

Art. 29. L'article 2 de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, remplacé par la loi du 29 avril 1999 et modifié par les lois des 16 juillet 2001 et 8 janvier 2012, est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit:

“§ 5. Sauf mention expresse contraire dans la loi du 11 juillet 2023 relative au transport d'hydrogène par canalisations, les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas au transport d'hydrogène.”

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La ministre de l'Énergie,
T. VAN DER STRAETEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

Chambre des représentants:
(www.lachambre.be)
Documents : 55-3077 (2022/2023)
Compte rendu intégral : 6 juillet 2023

Het Marktenhof beslist over eventuele geschillen over de vertrouwelijkheid van documenten. Het Marktenhof heeft toegang tot het gehele administratief dossier, inclusief vertrouwelijke documenten.

§ 6. Het beroep bedoeld in paragraaf 1 heeft geen schorsende werking, behalve wanneer het gericht is tegen een beslissing waarbij een administratieve boete wordt opgelegd.

Het Marktenhof kan evenwel, op verzoek van de verzoeker in zijn verzoekschrift en bij een overeenkomstig de wet genomen beslissing, de tenuitvoerlegging van de beslissing van de Commissie geheel of gedeeltelijk opschorten tot de dag van de uitspraak van het arrest.

Opschorting van de tenuitvoerlegging kan slechts worden gelast in spoedeisende gevallen en alleen indien er ernstige redenen zijn om de bestreden beslissing te vernietigen en de belangenafweging in het voordeel van de gevraagde opschorting uitvalt.

§ 7. Op verzoek van een tegenpartij of van een tussenkomende partij geeft het Marktenhof aan welke gevolgen van de vernietigde individuele beslissingen als definitief of als voorlopig gehandhaafd moeten worden beschouwd gedurende de termijn die het Marktenhof bepaalt.

Een dergelijke maatregel kan slechts worden gelast om uitzonderlijke redenen die een schending van het legaliteitsbeginsel rechtvaardigen, bij een speciaal met redenen omklede beslissing op dit punt en na een debat op tegenspraak. Bij deze beslissing kan rekening worden gehouden met de belangen van derden.

HOOFDSTUK 7. — Sancties

Sancties

Art. 27. De artikelen 17/2 tot 20/5 van de gaswet zijn van toepassing op deze wet.

HOOFDSTUK 8. — Wijzigings- en slotbepalingen

Slotbepaling

Art. 28. Tenzij in deze wet uitdrukkelijk anders is bepaald, zijn de bepalingen van de gaswet niet van toepassing op het vervoer van waterstof.

Wijziging van de gaswet

Art. 29. Artikel 2 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, vervangen bij de wet van 29 april 1999 en gewijzigd bij de wetten van 16 juli 2001 en 8 januari 2012, wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende:

“§ 5. Tenzij uitdrukkelijk anders is bepaald in de wet van 11 juli 2023 betreffende het vervoer van waterstof door middel van leidingen, zijn de bepalingen van deze wet niet van toepassing op het vervoer van waterstof.”

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Energie,
T. VAN DER STRAETEN

Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers :
(www.dekamer.be)
Stukken : 55-3077 (2022/2023)
Integraal Verslag : 6 juli 2023